



Université Abderrahmane Mira Bejaia
Faculté des Sciences Economiques Commerciales et des
Sciences de Gestion
Département des Sciences Commerciales

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales

Option : *Finance et Commerce International*

Thème :

***La qualité des institutions et Diversification des
Exportations en Algérie***

Réalisé par :

M^r : HASSANI Laid

M^r : BOUAROUI Ramzi

Encadré par :

Dr : TOUATI. Karima

Session juin2022

Remerciements

Avant d'entamer la présentation de notre travail, nous tenons à remercier en premier le bon « Dieu » le puissant pour nous avoir donné la force et le courage d'accomplir ce modeste travail.

La réalisation de Ce mémoire a été possible grâce à l'aide de notre promotrice M^{me} TOUATI KARIMA. On la remercie pour sa qualité de l'encadrement depuis le début jusqu'à son achèvement pour sa disponibilité, ses précieux conseils, ses suggestions, ses orientations et son soutien continu tout au long de notre travail.

Nous tenons à remercier tous les professeurs du département sciences commerciales, ainsi que les membres du jury d'avoir accepté de faire partie de cette soutenance.

Enfin nous remercions plus fort tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Dédicace

« Rien n'est aussi bien à offrir que le fruit d'un labeur qu'on dédie du fond du cœur à ceux qu'on aime et qu'on remercie en exprimant la gratitude et la reconnaissance durant toute notre existence »

Je tiens à dédie ce travail en signe de respect et de reconnaissances À mes chères parents et ma Grande mère qui m'ont soutenue tout au long de mon parcours d'étude, et que le dieu les protège

Je dédie ce modeste travail pour l'âme de mon cher Grand père qui nous a quitté mais qui reste gravé à jamais dans nos mémoires, aucune dédicace ne pourrait exprimer mon amour, repose en paix Grand père.

*A mes chers frères : **Idriss, Hamza, Nadir, Chabane, Mansour, Boubaker et Hasan.***

*A ma chère sœur : **Djida.***

A toute ma famille et amies

Et collègues de travail

*A **Azzedine et Fayçal***

A toute la Promo FCI Année 2021/2022

A toutes les personnes que je porte dans mon cœur et ont, sans le savoir

Participe de manière considérable à ma réussite

A ce que ma plume a oublié....

*Je tiens aussi à remercie ma promotrice « **M^{me} TOUATI Karima** »*

*Mon chère, binôme **Ramzi** et sa famille*

*A toute la famille **Hassani***

Je dédie aussi ce modeste travail à tous mes professeurs du primaire jusqu'aujourd'hui.

Laid

Dédicace

« Rien n'est aussi bien à offrir que le fruit d'un labeur qu'on dédie du fond du cœur à ceux qu'on aime et qu'on remercie en exprimant la gratitude et la reconnaissance durant toute notre existence »

Je dédie ce modeste travail pour l'âme de mon cher père qui nous a quitté mais qui reste gravé à jamais dans nos mémoires, aucune dédicace ne pourrait, mon manque à toi mon père, mon exemple éternel et ma source de joie, repose en paix mon père.

Mes dédicaces à celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère la fleur de ma vie.

*A mes chers frères et adorables : **Laid, Naim, Lamine et Boundiane.***

Toute ma famille, amis, collègues, tous ceux qui me sont chères et tous ceux qui m'aiment.

*Je tiens aussi à remercier ma promotrice « **M^{me} TOUATI Karima** » qui m'a guidé durant tout mon parcours.*

*Mon chère, binôme **LAIID** et sa famille*

*A toute la famille **BOUAROURI***

Je dédie ce modeste travail à tous mes professeurs du primaire jusqu'aujourd'hui.

Ramzi

Liste des Abréviations

- **ALE** : Accords de Libre-échange.
- **ALGEX** : Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur.
- **ANEXAL** : Association Nationale des Exportateurs Algériens.
- **ACELE** : l'accord de libre-échange centre-européen.
- **BM** : la banque mondiale.
- **BA** : la banque d'Algérie.
- **CACI** : Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie.
- **CAGEX** : Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations.
- **CC** : Control de la Corruption.
- **CNUCED** : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
- **CNIS** : le Centre National sur l'Informatique et de Statistiques des douanes
- **CEEAC** : communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
- **DA** : Dinard Algérien.
- **DB** :Doing Business.
- **DLE** : Degré de liberté pour entreprendre.
- **DW** : Durban Watson.
- **DUP** : Directly Unproductive Profit
- **E** : Exportations.
- **FMI** : Fond Monétaire International.
- **FSPE** : Fond Spécial pour la Promotion des Exportations.
- **GZALE** : Grande Zone Arabe de Libre Echange.
- **GE** : Efficacité Gouvernementale
- **HH** : Hors hydrocarbures.
- **HOS** : Heckscher-Ohlin-Samuelson.
- **IBS** : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés.
- **IC** : Indice de concentration.
- **IHH**: l'indice de Herfindahl-Hirschman.
- **IDE** : L'investissement direct étranger.
- **MCO** : moindres carrés ordinaire.
- **NAED** : North Africa Entreprise Développement.

- **NEI** : Nouvelle Economie Institutionnelle
- **ONU** : Organisation des Nations unies.
- **OGV** : L'indice d'Ogive.
- **PIB** : Produit Intérieur Brut.
- **PS** : Stabilité Politique.
- **RQ** : Qualité de régulation.
- **RL** : Règles de Droit.
- **SAFEX** : Société Algérienne des Foires et Exportations.
- **SPA** : Société par action.
- **SFI** : Société Financière Internationale.
- **TAP** : Taxe sur l'Activité Professionnelle.
- **TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- **UE** : Union Européenne.
- **USD** : United State Dollars.
- **UNECA**: United Nations Economic Commission for Africa.
- **UMA** : l'Union du Maghreb Arabe
- **VF** : Versement Forfaitaire.
- **VA** : Voix et Responsabilité.
- **ZLECAf** : Zone de libre-échange continentale Africaine.

Sommaire

Sommaire

Remerciements

Dédicace

Liste des Abréviations

Introduction générale 1

Chapitre I: Cadre Théorique de la relation entre les institutions et le commerce

Section 01 : Approche théorique sur les institutions 4

Section 02 : Indicateurs de la qualité des institutions 11

Section 03 : Institutions et commerce international 16

Chapitre II: Cadre Théorique et Conceptuel de la Diversification

Section 1 : Diversification des exportations : Définitions, Typologie et indicateurs de mesures 23

Section 2 : Fondements théoriques de la diversification 35

Section 03 : Les déterminants de la diversification 39

Chapitre III: Etude économétrique de la relation qualité des institutions et diversification des exportations en Algérie

Section 01 : La politique de promotion et de soutien à l'exportation en Algérie 46

Section 02 : La présentation des variables d'étude et du modèle 60

Section 03 : Estimation du modèle de régression multiple 72

Conclusion générale 80

Bibliographie

Annexe

Résumé

Introduction générale

L'analyse du cadre institutionnel dans lequel fonctionne toute économie est devenue un objet de recherche indispensable. La bonne qualité des institutions encourage l'ouverture vers l'extérieur et censée d'exercer un impact positif sur le commerce et également sur l'économie en générale¹.

Le rôle des institutions est largement pris en compte dans la recherche des facteurs explicatifs du succès du commerce.

Depuis les années 1990, de nombreuses études empiriques sont dédiées à l'étude de la nature de la relation entre la qualité institutionnelle et le commerce (Anderson et Marcouiller (les effets de la qualité des institutions nationales sur le commerce bilatéral en 2002) de Sousa et Disdier (2006), Selon Méon et Sekkat (2004)), les économistes utilisent divers indicateurs pour refléter la qualité institutionnelle à savoir l'indice globale de la gouvernance (la corruption, droit politique...), la nouvelle économie institutionnelle cherche à rendre compte de l'émergence et de la persistance des institutions sur la base de leur efficacité.

Un nombre important de chercheurs s'accorde pour désigner la qualité des institutions comme étant le principal déterminant des différences entre les pays en termes de niveau de développement économique. Ronald Coase (1991) a contribué à la notion des coûts de transaction, Douglass North (1993) a conçu les institutions comme règles du jeu, Oliver Williamson (2009) a conceptualisé la gouvernance de l'entreprise ...). Cependant, le débat est loin d'être fini. Certains trouvent que ce sont les institutions qui agissent sur la croissance des pays. Pour d'autres, il faut d'abord atteindre un seuil critique de croissance, même dans le cadre de mauvaises institutions, avant de pouvoir se développer.

La diversification a été au centre des premiers travaux sur le développement économique. Elle a été à l'origine de l'élaboration d'une série de choix en matière de stratégie de développement. De nombreuses études ont montré les avantages procurés par la diversification en termes de dilution des risques, de même que les théories de la croissance et du développement ont mis en évidence l'apport de la diversification au processus de développement².

¹ Anderson, J.E., Marcouiller, D., 2002. Insecurity and the pattern of trade: An empirical investigation, *The Review of Economics and Statistics* 84 (2).

² Berthélemy J.C (2005) « Commerce international et diversification économique », *Revue d'économie politique* 5/2005 (Vol. 115)

Il est largement reconnu que l'Algérie est un vaste pays très riche en ressources naturelles qui n'a pas réussi à tirer parti de son potentiel pour assurer un meilleur niveau de vie à sa population et un décollage économique. Cependant, malgré tous ces avantages géoéconomiques, l'Algérie reste l'une des économies les plus rentières et demeure un pays mono-exportateur d'hydrocarbures (95% des exportations en moyenne) ; cette situation fait que la structure et la santé de l'économie algérienne sont tributaires du prix mondial du pétrole et du gaz naturel³

Ainsi, un débat récurrent en Algérie concerne le rôle des institutions dans le développement économique. Depuis son indépendance, l'Algérie a fait le choix des réformes, souvent contraintes par des chocs exogènes et de son environnement institutionnel. Dans ce cadre, notre recherche a pour but de répondre à la question principale suivante :

La relation entre la qualité des institutions et la diversification des exportations est-elle vérifiée en Algérie ?

Dans notre recherche nous serons amenés à vérifier les hypothèses de notre travail à savoir, l'existence d'une relation entre la qualité des institutions et la diversification des exportations en Algérie

Pour le traitement de cette problématique, afin de répondre aux questions posées, en infirmant ou confirmant nos hypothèses, nous avons procédé par :

- Une recherche bibliographique qui nous a permis de prendre connaissance le Cadre Théorique de la relation entre les institutions et le commerce et des travaux réalisés dans ce sens ;
- La collecte des données ayant rapport aux indices de la qualité des institutions et la diversification des exportations en Algérie (la corruption, la liberté commerciale, la liberté fiscal et financière, l'indice de concentration des exportations ...).

Nous avons consulté les données disponibles au niveau de La Banque Mondiale (BM), héritage fondation, le ministère des finances, les sites de différentes institutions liées aux promotions des exportations en Algérie, le Centre National sur l'Informatique et de Statistiques des douanes (CNIS) et un stage pratique au niveau de la chambre du commerce et d'industrie de la wilaya ya de Bejaia... ;

³ M. Khaled CHEBBAH « Evolution du commerce extérieur de l'Algérie » Revue Campus N°7, page 35.

- Une étude économétrique consistant à mettre en relation l'indice de concentration et les variables de la qualité des institutions pour confirmer ou infirmer les hypothèses.

Ce travail est structuré autour de trois chapitres, le chapitre théorique fait un bref aperçu du cadre théorique de la relation entre les institutions et le commerce (Approche théorique sur les institutions, indicateurs de la qualité des institutions et relation Institutions et commerce international). Le deuxième chapitre fait référence cadre théorique et conceptuel de la diversification (Notions de base sur la diversification, Fondements théoriques de la diversification, Déterminants de la diversification des exportations). La partie pratique présente par la suite, une étude économétrique de la relation qualité des institutions et diversification des exportations en Algérie à l'aide d'un modèle économétrique sur les données d'Héritage fondation, quelques facteurs explicatifs du niveau de concentration (de diversification) en Algérie.

Chapitre I

Cadre Théorique de la relation entre les institutions et le commerce

Introduction

L'efficacité des stratégies du développement est conditionnée par la qualité des institutions. Les politiques de développement ont réussi dans les pays ayant adopté de bonnes politiques visant l'amélioration de l'infrastructure institutionnelle, l'ouverture des régimes commerciaux et la protection des droits de propriété. Ainsi, une infrastructure institutionnelle solide est fondamentale pour se développer.

On assiste aujourd'hui à la prolifération des études théoriques et empiriques expliquant les changements institutionnels et le rôle des institutions dans la performance économique, plus particulièrement dans le développement des échanges internationaux. Ce présent chapitre a pour objet de présenter les aspects théoriques de la relation entre la qualité des institutions et le commerce.

Section 01 : Approche théorique sur les institutions

Nous allons aborder, dans un premier temps, la définition des institutions, la présentation des deux vieilles écoles de l'institutionnalisme à savoir : l'école historique allemande et l'école américaine. Ensuite, nous allons présenter la théorie de la régulation et ses formes institutionnelles.

1. Définition et typologie des Institutions

1.1. Définition des institutions

L'utilisation du terme institution s'est généralisée dans les sciences sociales ces dernières années, reflétant la croissance de l'économie institutionnelle et l'utilisation du concept d'institution dans plusieurs autres disciplines, notamment la philosophie, la sociologie, la politique et la géographie.⁴ Il existe de multiples définitions des institutions, Nous nous référons à celle proposée par Douglass North (1991) et Hodgson (2002, 2006). Selon North (1991), « les *institutions* sont les contraintes humaines qui structurent l'interaction politique, économique et sociale. Elles consistent à la fois en des contraintes informelles (sanctions,

⁴Geoffrey M. Hodgson, (2006) What Are Institutions? JOURNAL OF ECONOMIC ISSUES Vol. XL No. 1 March 2006; P 1 Disponible sur: <http://chechchi.economia.unimi.it/corsi/whatareinstitutions.pdf>

*taboos, coutumes, traditions et codes de conduite) et en des règles formelles (constitutions, lois, droits de propriété) ».*⁵

Ces institutions influencent la manière dont ces individus font des choix. On peut distinguer deux catégories d'institutions : la première est celle des institutions politiques qui représente les lois, la constitution, la démocratie, les libertés politiques et civil, les lois sur les élections, ... Alors que la seconde est celle des institutions économiques qui englobe les institutions des droits de propriété, les contraintes institutionnelles qui régissent l'investissement privé et public, les contrats commerciaux,

Hodgson (2002)⁶, définit les institutions comme *des « systèmes durables de règles sociales établies et intégrées qui structurent les interactions sociales. La langue, la monnaie, la loi, les systèmes de poids et mesures, les conventions de circulation, les manières de table, les entreprises (et autres organisations) sont toutes des institutions. Selon le même auteur, « nous pouvons définir les institutions comme des systèmes de règles sociales établies et répandues qui structurent les interactions sociales »*⁷

1.2 Typologie des Institutions

1. 2.1. Institution formelle

Les règles formelles dans un pays forment les règles du jeu politique des agents économique Ce sont les règles qui expliquent la performance économique d'un pays. Douglass North (1994) définit les institutions formelles comme : toutes les règles écrites, la constitution, les règlements, les lois... Elles sont simples et précises et elles ne représentent qu'une petite part dans la structuration des actions humaines. Leur exécution doit être assurée par une entité, généralement l'état ou ses administrations.

⁵ Cette définition est traduite en anglais par nous même « Institutions are the humanly devised constraints that structure political, economic and social interaction. They consist of both informal constraints (sanctions, taboos, customs, traditions, and codes of conduct), and formal rules (constitutions, laws, property rights)”, tirée du Douglass North, Institutions, 1991; The Journal of Economic Perspectives, Vol. 5, No. 1; p97, Disponible sur le site: https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/1695541/mod_resource/content/1/North%20%281991%29.pdf

⁶ Geoffrey-M.Hodgson, the evolution of institutions : An agenda for future research, 2002 Constitutional Political Economy, Netherlands, p113 ;

⁷ “we may define institutions as systems of established and prevalent social rules that structure social interactions” Geoffrey M. Hodgson, (2006) What Are Institutions? JOURNAL OF ECONOMIC ISSUES Vol. XL No. 1 March 2006; P 2 <http://chechchi.economia.unimi.it/corsi/whatareinstitutions.pdf>.

1.2.2. Les institutions informelles

L'interaction quotidienne dans le milieu familial, dans les relations sociales extrêmes ou affaires, sont encadrées par les codes de conduites, les normes du comportement et les conventions. Ces éléments ne sont pas inscrits dans les règles formelles de la société mais ils sont aussi considérés comme des institutions. Ces institutions informelles correspondent au code social regroupant les éléments qui expliquent le comportement des agents⁸.

Les institutions informelles proviennent de l'information socialement transmise. Les institutions informelles peuvent, se définir comme étant des règles basées sur la compréhension implicite, elles sont pour la plupart socialement dérivées des documents écrits mais elles ne sont pas accessibles à travers ceux-ci⁹.

Selon North (1994) les institutions informelles occupent une grande place dans le façonnement des comportements humains. Elles intègrent la culture, la religion, les codes de modifier. Conduite auto-imposé, les coutumes, les traditions l'idiologie...

Contrairement aux règles formelles, les contraintes informelles sont beaucoup plus difficiles à cerner et surtout à leur exécution est assuré par des individus appartenant à un même groupe ou à une communauté.

1.3. Les théories traditionnelles de l'économie institutionnelle

La notion d'institution présente des aspects différents, elle a été plus utilisée dans le domaine des sciences sociales, En économie ce terme a pris place au tout début du XXème siècle, d'abord en Allemagne, puis essentiellement aux États-Unis. Le courant institutionnaliste américain s'est constitué à partir des œuvres de Veblen et de Commons.

Dans cet axe de recherche, Bazzoli et Dutraive citent que « *l'institutionnalisme américain est connu comme une approche compréhensive des institutions du capitalisme dont l'ambition est de fournir une alternative à la conception individualiste et libérale de l'économie. Elle n'est pas, à la différence de celle-ci, une théorie du marché et de la formation des prix, dans la mesure même où elle ne réduit pas l'économie au marché et le marché à un modèle abstrait de coordination et*

⁸ North D.C.: « Economic performance through time, the American Economic », Review, Vol.84, No.3, 1994, PP.359-368

⁹ Zenger T., Lazzarini S., Poppo L.: « Informal and Formal Organization in New Institutional Economics », In Ingram ET Silverman (eds), The New Institutionalism in strategic management, Advances in Strategic Management, Vol.19, 2002.

*d'allocation*¹⁰». En effet, les institutionnalistes en viennent ainsi à dépasser la base néoclassique qui stipule que l'acceptation d'une structure des droits et d'une répartition donnée des richesses, qui conduit à percevoir les avantages et les coûts comme naturels et non comme dérivés de la répartition des droits.

1.3.1. L'école historique allemande

En Allemagne, le raisonnement économique fondé sur l'intérêt, la concurrence et le marché qui s'affirme au XVIII^{ème} siècle se heurte à une pensée économique originale, Elle est représentée par trois générations, la première est celle des fondateurs qui sont : Wilhelm Roscher, Carl Knies, Bruno Hildebrand et Friedrich List. La seconde dominée par la figure de Gustav Schmoller, Lujo Brentano et Adolf Wagner. La troisième et dernière génération est celle de Werner Sombart et de Max Weber¹¹. Ce courant rejette l'idée de dissocier les lois économiques de leur contexte historique, social et institutionnel.

Les auteurs de l'école de l'historiciste, défendent leur doctrine par trois principes, le premier est que, par sa nature même, l'économie politique ne peut être la même dans le temps et dans l'espace. Le deuxième est que la vision de la société comme une collection d'individus propulsés par leur intérêt est erronée, et enfin le troisième principe est que la dynamique économique repose moins sur la concurrence.

Ce courant est critiqué sous le motif d'une accumulation de données réelles, d'étude historique sans constrictio consécutive d'un système théorique cohérent.

1.3.2. L'institutionnalisme américain

L'institutionnalisme américain se concentre sur la compréhension du rôle des institutions établies par les hommes pour modeler le comportement économique des États-Unis, analyse le comportement des agents économiques dans un système économique intégré dans un contexte historique et social. Par exemple, les institutions sociales sont considérées comme existantes avant, et donc elles conditionneraient, le comportement individuel, est l'un des courants théoriques hétérodoxes en économie qui opère la coupure la plus importante avec

¹⁰ Bazzoli, Laure, and Véronique Dutraive. (2004). "La conception institutionnaliste du marché comme construction sociale : une économie politique des institutions."

¹¹ Labrousse, Agnès. "Bruhns Hinnerk, dir. (2005). Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2004, 306 pages." Économie et institutions.

l'approche néoclassique,¹² à la fin du XIX^{ème} siècle et les trente premières années du XX^{ème} siècle, l'influence internationale de la famille institutionnelle a été importante et a reçu un écho significatif dans le monde académique.

1.3.3. Théorie de la régulation et formes institutionnelles

La théorie de régulation est née en France dans le courant des années 1970, Contrairement à la théorie néoclassique qui considère le marché comme le mode de coordination le plus efficace, grâce à son système de prix, l'idée phare de l'économie institutionnelle c'est que « *l'efficacité de l'allocation des ressources dépend de façon cruciale de la structure des droits de propriété et de la définition des institutions, et que c'est l'évolution de la structure des coûts de transaction qui détermine l'évolution des institutions* »¹³. Les principaux auteurs de cette théorie sont Michel Aglietta, André Orléans, Bernard Billaudot et Robert Boyer¹⁴. Pour ce dernier, « *parler de la régulation d'un mode de production, c'est chercher à exprimer la manière dont se reproduit la structure déterminante d'une société dans ses lois générales. Une théorie de la régulation sociale est une alternative globale à la théorie de l'équilibre général. Elle souhaite étudier la transformation des rapports sociaux créant des formes nouvelles, à la fois économiques et non économiques* »¹⁵.

Les régulationnistes distinguent cinq formes institutionnelles fondamentales : La première forme est le régime monétaire considéré comme un ensemble des règles qui président à la gestion du système de paiements et de crédits, autrement dit, c'est la valeur de la monnaie ainsi que les possibilités et contraintes de son utilisation. La deuxième forme est le rapport salarial composé des relations entre différents types d'organisation du travail, le mode de vie et les modalités de reproduction des salariés. Autrement dit l'interaction entre l'employeur et l'employé est une interaction particulière. Ce que l'employeur achète en embauchant de la main d'œuvre n'est pas un produit comme les autres. La troisième forme concerne la concurrence, cette dernière indique comment s'organisent les relations entre un ensemble de

¹² Morel, S. (2008). "Une approche économique alternative à la vision dominante : l'institutionnalisme de John R. Commons." Cahier d'autoformation destiné aux militantes des groupes de femmes, Montréal, Relais-Femmes

¹³ Yong, He. (1994). "Economie néo-institutionnelle et développement-une analyse synthétique." Revue d'économie du développement.

¹⁴ Est un économiste français. Il est un des membres majeurs de l'Ecole de la régulation avec entre autres Michel AGLIETTA et ou encore Yves SAILLARD. Ses travaux sont considérés comme hétérodoxes dans le sens où ils s'opposent aux courants de pensées dominants en économie

¹⁵ Sylvain Fontan, "Robert BOYER : Théorie de la régulation", décryptage publié le 16/09/2013 sur le site <https://www.leconomiste.eu/decryptage-economie/86-robert-boyer-theorie-de-la-regulation.html>.

centre d'accumulations fractionnées dont les décisions sont a priori indépendantes des unes les autres¹⁶.

La quatrième forme est l'adhésion au régime international, c'est-à-dire la conjonction des règles qui organisent entre l'Etat et le reste du monde en matière d'échange de biens et de services, mais aussi de la localisation de production à travers les investissements directs. La dernière forme d'institutions réservée à l'Etat qui est défini comme « *ensemble de compromis institutionnalisés qui est une fois noués, créent des règles et des régularités dans l'évolution des dépenses et recettes publiques* ».

De ces cinq fonctions dérive qu'un système économique est fonction de ses institutions, c'est-à-dire l'équilibre de ces cinq formes qui permettra la stabilité d'un système économique.

1.4. Emergence et évolution de la nouvelle économie institutionnelle

La nouvelle économie institutionnelle est un terme regroupant plusieurs courants de la pensée liée au regain des années 1970 de l'économie institutionnelle, il s'agit d'un mouvement hétérogène, puisque le seul point commun entre les chercheurs regroupés sous cette appellation est leur intérêt pour l'économie institutionnelle. La plupart des chercheurs ayant participé à la mouvance de cette nouvelle économie sont des adeptes des modèles néoclassiques, les principaux représentants sont : Ronald COASE, Olivier E. Williamson et Douglass NORTH. Ce néo-institutionnalisme est construit à partir d'un retour sur les travaux des institutionnalistes américains au début du vingtième siècle et reprend les théories telles que celles de Thorstein Veblen, John R. Commons, Clarence Edwin Ayres, et les repenser dans le contexte d'un néoclassicisme toujours plus important dans les années 1970.

Les institutions sont considérées comme une catégorie exogène¹⁷, par contre le marché et la concurrence sont considérés comme les instances fondatrices de l'ordre social, c'est-à-dire, c'est la recherche de la satisfaction des intérêts individuels qui est supposée réaliser l'harmonie collective. Ce principe néglige l'intérêt que portent les institutions et leur rôle sur la performance économique. Les auteurs affiliés à la nouvelle économie institutionnelle critiquent fortement le modèle d'équilibre de concurrence pure et parfaite, et considèrent que

¹⁶ Boyer, Robert. (2003). "Les institutions dans la théorie de la régulation." Cahiers d'économie politique/Papers in Political Economy 1.

¹⁷ C'est-à-dire que le changement sur une période donnée est expliqué par un choix d'optimisation qui ne requiert aucune modification dans les conditions sociales, supposées stables à long terme et donc exogènes aux problèmes économiques.

le marché n'est pas un mode exclusif et optimal d'allocation des ressources et de coordination. Ils motivent leur principe par l'économie d'échelle résultante de la coordination des organisations et qui les rendent économiquement plus efficaces que le marché. Et l'évolution des formes institutionnelles est déterminée par le critère d'efficacité. Ceci les a conduits à donner plus d'importance à l'analyse de la nature théorique des organisations par rapport au marché.

A partir du milieu des années 1980, un débat théorique au sujet du développement historique et des transformations contemporaines des États s'est engagé en Amérique du Nord et en Europe. Ce débat résulte d'une nouvelle approche qu'on appelle néo-institutionnalisme historique, par la suite, devenu l'approche théorique dominante, elle repose essentiellement sur le principe que « *les règles politiques formelles et les politiques publiques établies sont la source de contraintes institutionnelles qui infléchissent les stratégies et les décisions des acteurs politiques* ¹⁸».

La nouvelle théorie institutionnelle ne constitue pas une pensée homogène, mais elle résulte d'un héritage commun d'un ensemble de recherches relatives à l'économie des droits de propriété, à l'économie des organisations¹⁹ et à la nouvelle histoire économique. « *La jonction de la NEI avec l'histoire a été opérée par Douglass C. North qui a proposé une théorie de l'évolution institutionnelle dont l'ambition était d'expliquer à la fois la genèse des institutions et leur évolution dans le temps. Cette théorie s'est cependant révélée fluctuante, comme le montrent les débats qu'elle a suscités chez les historiens allemands* ²⁰». En effet, la nouvelle économie institutionnelle s'est formée en critiquant les trois postulats de la théorie économique néoclassique qui sont : réduire l'entreprise à une fonction de production, le deuxième est le déroulement de ces transactions n'implique pas par lui-même de coûts et enfin celle de la rationalité absolue du consommateur (*homo economicus*) dirigé vers la maximisation de son profit.

Le néo-institutionnalisme connaît un renouveau dans toutes les sciences sociales, il se distingue des autres modèles économiques, notamment de l'individualisme méthodologique, il attribue aux institutions le rôle d'intermédiaire entre structures sociales et comportements

¹⁸ Béland, Daniel. (2002). "Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique." *Politique et sociétés*.

¹⁹ L'étude de la relation de l'économie institutionnelle avec l'économie des droits de propriété et des organisations fera l'objet de prochains titres.

²⁰ Garner, Guillaume. (2009). "Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne." *Revue de l'IFHA. Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne*.

individuels pour comprendre ces derniers et leurs formes collectives d'expression. « *Les institutionnalistes ont toujours refusé d'appliquer une méthodologie mécaniste aux sciences économiques, évitant par-là tout monisme méthodologique, et toute mécanisation de l'espace social*²¹ ». De cette citation dérive une critique principale de la théorie néoclassique, cette dernière ignore les institutions et le temps, elle néglige aussi le rôle des idées et des idéologies ainsi que celui du processus politique vis-à-vis de l'économie. Suivant cette logique, Langlois cite « *le problème avec beaucoup des premiers institutionnalistes est qu'ils voulaient une économie avec des institutions mais sans théorie ; le problème avec de nombreux néo-classiques est qu'ils veulent une théorie économique sans institutions ; ce que la nouvelle économie institutionnelle essaie de faire, c'est de fournir à l'économie une théorie et des institutions*²² ». De ce fait, la nouvelle économie institutionnelle est une tentative d'incorporer une théorie des institutions en économie.

Section 02 : Indicateurs de la qualité des institutions

Il est admis que le bon fonctionnement du marché dépend dans une large mesure de la qualité des institutions. Plusieurs indicateurs ont été conçus pour évaluer la qualité des institutions.

1. Définition et typologie des indicateurs de la qualité des institutions

1.1 Définition

Un indicateur est un événement, un fait mesurable et déterminé par un calcul qui détermine de façon quantitative ou qualitative une amélioration ou une dégradation du comportement du procédé soumis à examen ou regard d'objectif stratégique. 23

2. Indicateurs de la qualité des institutions

La qualité des institutions est évaluée généralement par trois mesures L'indice global de gouvernance (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation, etc.) ; Droits de propriété et le contrôle du pouvoir exécutif. Les mesures elles-mêmes ne sont pas objectives elles sont plutôt des appréciations et des évaluations

²¹ Postel, Nicolas. "Bernard Chavance, (2007). L'économie institutionnelle, La Découverte, Repères, Paris, 2007, 120 pages." Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs.

²² Langlois, Richard, ed. (1986). Economics as a process: Essays in the new institutional economics. CUP Archive.

²³<http://touati.mourad.free.fr/indicateurs.htm>, consulter le 24/05/2022

subjectives d'experts ou des évaluations de la population lors d'enquêtes réalisées par des organismes internationaux et des organisations non-gouvernementales²⁴

2.1. L'indice global de gouvernance :

C'est la moyenne des six mesures des institutions présentées par Kaufmann dans une étude en 1999. Cet indicateur permet de mesurer la qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation).

❖ La première de ces mesures, (l'indice global de gouvernance), est la moyenne des six mesures des institutions présentées dans une étude de Daniel Kaufmann, Art Kraay et Pablo Zoido-Lobaton (1999), à savoir²⁵ :

- 1) **Participation des citoyens et responsabilisation** : possibilité pour les citoyens de choisir leurs dirigeants, de jouir de droits politiques et civils et d'avoir une presse indépendante.
 - 2) **Stabilité politique et absence de violence** : probabilité qu'un État ne soit pas renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents.
 - 3) **Efficacité des pouvoirs publics** : qualité de la prestation des services publics et compétence et indépendance politique de la fonction publique.
 - 4) **Poids de la réglementation** : absence relative de réglementation par l'État des marchés de produits, du système bancaire et du commerce extérieur.
 - 5) **Etat de droit** : protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, indépendance et efficacité de la magistrature et respect des contrats.
 - 6) **Absence de corruption** : pas d'abus de pouvoir au profit d'intérêts privés.
- ❖ La deuxième mesure concerne les droits de propriété. Elle rend compte de la protection dont bénéficie la propriété privée.

²⁴, EDISON, H. (2003, juin). Qualité des institutions et résultats économiques Un lien vraiment étroit ? Finances & Développement, p. 36

²⁵Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2003 du FMI, consulter le : 24/05/2022, sur le site suivant : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/index.htm>.

- ❖ La troisième mesure est le contrôle du pouvoir exécutif, fait état des limites institutionnelles et autres qui sont imposées aux présidents et aux autres dirigeants politiques. Dans une société où le pouvoir des élites et des politiciens est limité de manière appropriée, le contrôle de l'État est moins l'objet d'affrontements entre les divers groupes, et l'action des pouvoirs publics est plus viable.
- ✓ **La corruption** : La corruption consiste à obtenir des avantages privés ou personnels par l'usage abusif des pouvoirs conférés par un statut public, et au détriment de la mission d'intérêt général confiée aux agents de l'État. D'une manière générale, la corruption se produit là où convergent les intérêts qu'ils soient politiques, bureaucratiques ou économiques. C'est cette complicité d'intérêts qui fait naître le pacte de la corruption. Techniquement, la corruption apparaît lorsqu'un agent d'État use de son pouvoir de modifier les structures de propriété et des droits et reçoit en contrepartie, de la part des bénéficiaires, un avantage personnel monétaire ou non. La corruption comprise comme l'échange du pouvoir contre la richesse.²⁶ En effet, la corruption va de pair avec l'exploitation de la fonction publique selon les lois du marché (Lucchini, 1995, p.226)²⁷.

2.2 L'indice des droits de propriété :

Le droit de propriété mesure le degré de protection par un pays des droits de propriété privée et le niveau d'application des lois dans ce domaine. Il évalue également la probabilité d'une expropriation des propriétés privées et l'indépendance de la justice.

2.3 Le contrôle du pouvoir exécutif :

Il rend compte de l'état des limites institutionnelles et autres qui sont imposées aux dirigeants politiques

3. Les indicateurs économiques mesurant la qualité institutionnelle :

- ✓ **Liberté d'affaire** : Ce facteur montre à quel niveau de liberté les investisseurs sont en mesure de créer une entreprise, d'obtenir des licences et à faire faillite. Cette liberté est appréciée à travers les données du rapport "Doing Business" relatives au nombre de procédures, leurs coûts et du temps nécessaire pour leur exécution.

²⁶LUCCHINI R., « Entre relativisme et universalisme. Réflexions sociologiques sur la corruption », *Déviances et Société*, Vol.19, n°3, 1995, pp.219-236

²⁷ Idem

- ✓ **Liberté de travail** : Cet indicateur est une mesure de la capacité des employés et des entreprises à composer sans restriction de l'Etat. Basé sur les données du rapport (DB), cet indicateur prend en compte quatre composantes : le salaire minimum, la rigidité des heures de travail, ainsi que la difficulté et le coût du licenciement.
- ✓ **Liberté fiscale** : Cet indicateur mesure la pression fiscale dans un pays. Pour cela, il prend en compte à la fois le taux maximum d'impôt sur le revenu (par individu et par entreprise) et la part des recettes fiscales dans le PIB.
- ✓ **Liberté monétaire** : Il prend en compte des éléments tels que la stabilité des prix et la mise en place de contrôles déformants.
- ✓ **Liberté de commerce** : La liberté commerciale prend en considération les barrières tarifaires et non tarifaires (quotas, délais bureaucratiques,), qui constituent des obstacles considérables au libre-échange.

Le score est basé sur le niveau du tarif moyen pondéré. Une pénalité de 5, 10, 15, ou 20 points de pourcentage est appliquée en fonction du niveau d'existence des barrières non tarifaires.

- ✓ **Liberté d'investissement** : Plus les restrictions sur les flux de capitaux sont faibles, plus les incitations à l'investissement sont fortes. Une économie libre n'établit pas de restrictions sur ces flux ni ne fait de discrimination entre les investissements nationaux et étrangers.
- ✓ **Liberté financière** : Cet indicateur se réfère à la liberté d'opération du secteur bancaire domestique. Le scénario idéal est un environnement de surveillance de la Banque centrale avec une intervention gouvernementale minimale.

4. Mesures de la qualité institutionnelle politique

De nombreux économistes ont étudié la qualité institutionnelle politique : les indicateurs de gouvernance mondiale présentent six grandes dimensions de la gouvernance de Kaufmann : Voix et Responsabilité (VA), Stabilité Politique (PS), Efficacité Gouvernementale (GE), Qualité de régulation (RQ), Règles de Droit (RL), Control de la Corruption (CC) :²⁸

- ✓ **La voix et la responsabilité** : reflètent la façon dont les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias.
- ✓ **La stabilité politique et absence de violence** : tient compte de la liberté politique et sociale d'un pays et détermine si elle convient ou non à des investissements importants. La stabilité de la gouvernance est importante pour des raisons économiques et politiques, aucun pays n'est prêt à investir dans un État où il n'y a pas de gouvernement stable pour s'assurer que toutes les conditions des accords internationaux sont respectées²⁹ (World Bank, 2020).
- ✓ **L'Efficacité du gouvernement** : examine le système administratif des pays et l'efficacité dudit système pour diffuser la réforme et organiser tout ce qui est nécessaire pour la collaboration internationale et les efforts d'investissement.
- ✓ **La Qualité de la réglementation**, Chaque pays a des organismes de réglementation qui veillent à ce que toutes les lois soient respectées.
- ✓ **L'État de droit** Peut-être l'une des parties les plus importantes de la procédure de mesure parce qu'elle nous donnera une idée de la façon dont toutes les autres institutions fonctionnent dans la gouvernance de l'État tout entier. Si le système juridique en place est respecté par tous les citoyens, on peut présumer qu'il n'y aura pas non plus de problèmes sur le plan monétaire (Knack, Stephen and Laura Langbein, 2010).
- ✓ **Contrôle de la corruption** : de nombreux pays ont des systèmes de gouvernance modernes, mais ils sont très corrompus. Ce fait peut souvent être invalidant pour l'économie parce que l'investissement et le marché ne sont pas libres, mais dans le

²⁸SEGHIER. M, AIT HABOUCHE .O, Publié le:18/11/2020, Etude analytique des indicateurs de la qualité des institutions comme déterminants de l'attractivité des IDE dans la Revue des Sciences Economiques, de Gestion et Sciences Commerciales, Volume: 31 / N°: 02 (2020), p 208- 224, Publié le:18/11/2020, consulté le : 20/05/2022, sur le site : <https://www.asjp.cerist.dz>

²⁹World Bank. (Mars 2020). World Bank, governance indicators. Récupéré sur World Bank, governance indicators: consulter le 24/05/2022: <http://info.worldbank.org/governanc>

contrôle gratuit de politiciens corrompus et controversé homme d'affaires³⁰. (Clause, Bianca).

5. Les dimensions des indicateurs de gouvernance

Les dimensions des indicateurs de gouvernance peuvent être présentées en deux dimensions pour chaque domaine d'exercice du pouvoir³¹ :

- ✓ Le processus de sélection, de suivi et de remplacement des personnes au pouvoir (dimension politique) : expression et responsabilité, stabilité politique et absence de violence.
- ✓ La capacité du gouvernement de gérer ses ressources et de mettre en œuvre des politiques judicieuses de façon efficace (dimension économique): l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation.
- ✓ Respect des citoyens et de l'Etat pour les institutions du pays (dimension du respect des institutions) : État de droit, contrôle de la corruption.

Section 03 : Institutions et commerce international

Depuis une dizaine d'années la relation entre performances économiques et institutions est à l'origine de plusieurs articles. Cependant, l'effet des institutions sur le commerce international a été moins étudié. Ce point fera l'objet de cette section.

3.1 Effet des institutions sur le commerce

La littérature traitant de l'impact des institutions sur le commerce s'organise autour de deux axes.

- La première porte sur les effets de la qualité des institutions nationales sur le commerce bilatéral. Selon Anderson et Marcouiller (2002)³², la faible qualité des institutions nationales réduit les échanges bilatéraux car elle augmente les risques et l'incertitude liés aux transactions internationales que sont le respect imparfait des contrats et la prédation (vol, corruption). Leur modèle de demande d'importations dans un monde incertain met en évidence que l'insécurité des échanges réduit les importations bilatérales car elle

³⁰Clausen, Bianca, Aart Kraay and Zsolt Nyiri, (2010). Corruption and Confidence in Public Institutions: Evidence from a Global Survey. World Bank Policy Research Department Working, p. Paper No. 5157.

³¹القادر، ع. (2007) مؤشرات قياس المؤسسات، الكويت: جسر التنمية، المعهد العربي للتخطيط

³² Anderson, J.E., Marcouiller, D., 2002. Insecurity and the pattern of trade: An empirical investigation, *The Review of Economics and Statistics* 84 (2), 342-52.

augmente le prix des biens échangeables de façon équivalente à une taxe cachée ou à un droit de douane. Le montant de cette taxe est d'autant plus élevé que les institutions nationales sont de faible qualité. En outre, la faiblesse des cadres juridiques, et le non-respect des contrats, augmentent l'incertitude portant sur le rendement des transactions et en réduisent par conséquent le volume. Cet impact négatif est particulièrement important pour les transactions internationales car elles impliquent systématiquement des coûts irrécouvrables et que, en cas de rupture du contrat, les options alternatives sont rares et leur recherche onéreuse (de Sousa et Disdier, 2006)³³. Selon Méon et Sekkat (2004)³⁴, il est possible que la qualité des institutions ait un impact indirect sur le commerce international via ses effets sur des variables clés pour les flux commerciaux. Par exemple, la faible qualité des institutions réduit considérablement les investissements domestiques (Mauro, 1995)³⁵ qui sont un élément déterminant pour le commerce (Rodrik, 1995 ; Elbadawi, 2002)³⁶. Plus encore, la mauvaise qualité des institutions est associée à l'insuffisance des dépenses consacrées à l'entretien des infrastructures publiques (Mauro, 1998), élément auquel les flux commerciaux sont très sensibles (Limao et Venables, 2001). De nombreux travaux empiriques confirment l'impact négatif de la faible qualité des institutions sur le commerce (Babestskaia- Kukharchuket Maurel, 2004 ; De Sousa et Disdier, 2006).

- Le second axe analyse les conséquences de la similarité des institutions nationales sur le commerce bilatéral. La similarité de la nature et de la qualité des institutions faciliterait le commerce bilatéral car elle améliorerait la capacité de l'exportateur et de l'importateur à s'adapter aux institutions de son partenaire.

La bonne qualité et la similarité des institutions des pays partenaires à l'échange augmenteraient les échanges bilatéraux dans la mesure où elles diminueraient les coûts et les risques inhérents au commerce international.

Les effets de la mauvaise qualité des institutions nationales sur les échanges bilatéraux sont principalement imputables au fait qu'elle accroît les risques liés au commerce international.

³³ De Sousa, J., Disdier, A.-C., 2006. La qualité du cadre juridique constitue-t-elle une barrière au commerce ? Application aux économies en transition, *Revue économique* 57 (1), 135-151.

³⁴ Méon, P.-G., Sekkat, K., 2004. Does the quality of institutions limit the MENA's integration in the world economy? *World Economy* 27 (9), 1475-1498.

³⁵ Mauro, P., 1995. Corruption and growth, *Quarterly Journal of Economics* 110 (3), 681-712.

³⁶ Elbadawi I., 2002. Real exchange rate policy and non-traditional exports in developing countries, dans Helleiner, G.K. (éd.), *Non-Traditional Export Promotion in Africa: Experiences and Issues*, Palgrave, New York.

3.2 Les preuves empiriques

3.2.1 La relation positive entre institution et commerce

De nombreux travaux empiriques confirment l'impact négatif de la mauvaise qualité des institutions sur le commerce bilatéral. Ainsi, Anderson et Marcouiller (2002) testent leur modèle théorique à partir des données de l'Executive Opinion Survey, réalisée en 1997 par le World Economic Forum, sur un échantillon couvrant les exportations des États-Unis vers 48 pays. Ils trouvent que les échanges augmentent substantiellement avec la qualité des institutions. Ils montrent, par exemple, que : "si les sept pays d'Amérique latine de l'échantillon³⁷ bénéficiaient des mêmes scores de transparence et de respect des contrats que les scores moyens des pays membres de l'Union européenne, le volume prédit des importations latino-américaines augmenterait de 30 %" (p. 349). Pour ces auteurs, la qualité des institutions des pays partenaires à l'échange permettrait d'expliquer l'intensité des échanges entre les pays à revenu élevé et la faiblesse du commerce bilatéral entre les pays du Sud. En effet, les pays développés disposent d'institutions de bonne qualité ce qui réduit les coûts de transactions associés à l'insécurité et expliquerait la prépondérance des échanges Nord-Nord. Au contraire, la faible qualité des institutions des pays du Sud pénaliserait doublement les échanges Sud-Sud. De même, les travaux de Sousa et Disdier (2006) et Babestskaia-Kukharchuk et Maurel (2004) montrent que la faible qualité des institutions des pays partenaires à l'échange réduit le commerce bilatéral. De Sousa et Disdier analysent l'impact de la qualité des cadres juridiques de la Roumanie, de la Hongrie et de la Slovénie sur leurs importations en provenance de l'Union européenne (UE) et des pays membres de l'accord de libre-échange centre-européen (ACELE). Ils montrent que la bonne qualité des systèmes juridiques, mesurée par le Legal Indicator Survey de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement³⁸, est un déterminant important des exportations de l'UE et, dans une moindre mesure, de celles des pays membres de l'ACELE. À partir de l'indicateur de liberté économique produit par l'Héritage Fondation, Babestskaia-Kukharchuk et Maurel (2004) étudient l'impact du respect de la protection des droits de la

³⁷L'Executive Opinion Survey est le fondement du *Global Competitiveness Report* publié chaque année par une Organisation internationale indépendante : le World Economic Forum. Cette enquête interroge des entrepreneurs et des dirigeants de grandes entreprises internationales sur, entre autres, la qualité des institutions publiques, l'environnement macroéconomique et concurrentiel des pays. En 1997, l'enquête a été effectuée auprès de plus de 3000 dirigeants répartis sur 58 pays (Anderson et Marcouiller, 2002).

³⁸Cet indicateur mesure la qualité du système judiciaire des pays d'Europe centrale et orientale. Il est construit à partir d'enquêtes effectuées auprès d'avocats locaux. Plus précisément, il quantifie le rapprochement des lois commerciales et financières domestiques des standards internationaux, ainsi que leur application et leur respect.

propriété sur les échanges entre les pays de la Communauté des États Indépendants, 10 pays d'Europe centrale et orientale, les pays de l'UE et 13 autres pays du monde. Elles concluent également que la bonne qualité des institutions des pays partenaires à l'échange augmente le commerce bilatéral.

3.2.2 La relation entre corruption et commerce : Résultats ambigus

Leff (1964)³⁹ et Huntington (1968)⁴⁰ soutiennent que la corruption favorise l'efficacité économique en dépassant les rigidités imposées par les gouvernements. Selon ces auteurs, la corruption faciliterait de manière générale la vie économique en "huilant les rouages". Cette idée a été reprise et développée ensuite et de nombreux travaux théoriques montrent que la corruption est un vecteur d'efficacité.

Par exemple, Beck et Maher (1986) et Lien (1986) mettent en évidence, dans le cadre de l'allocation d'un contrat gouvernemental, qu'attribuer le contrat à l'entreprise qui offre le pot-de-vin le plus important conduit à sélectionner la firme la plus efficace. En effet, ils montrent, dans un jeu en information imparfaite, que la firme aux coûts les plus faibles peut offrir le dessous de table le plus élevé.

Dans le domaine du commerce international, Bhagwati (1982, p. 993) suggère que la corruption soit analysée comme une "Directly Unproductive Profit-seeking activity" (DUP), c'est-à-dire une manière de réaliser des profits en entreprenant des activités qui ne sont pas directement productives. Les effets de la corruption peuvent être comparés à ceux d'autres activités comme l'évasion tarifaire ou la contrebande. Dès que ces activités ont lieu dans des situations initiales où il existe des distorsions, l'analyse du second best s'applique et ces activités peuvent améliorer le bien-être dans l'économie. Bien que ces théories n'étudient pas directement l'impact de la corruption sur le commerce international, elles présentent la corruption comme un moyen de le faciliter dans les pays caractérisés, par exemple, par une bureaucratie lente et tatillonne, ou encore un protectionnisme élevé. Cette vision positive de la corruption est contestée. Plus précisément, son hypothèse centrale selon laquelle la corruption est un élément exogène aux réglementations et aux procédures administratives est très débattue. En effet, il est possible que les agents publics créent des lenteurs ou des tracasseries

³⁹ Leff, N., 1964. Economic development through bureaucratic corruption, *The American Behavioural Scientist* 8 (2), 8-14.

⁴⁰ Huntington, S., 1968. *Political Order in Changing Societies*, New Haven: Yale University Press.

administratives uniquement dans le but de percevoir des pots-de-vin (Myrdal, 1968 ; Bardhan, 1997).

Kaufman et Wei (1999) montrent que la corruption est un élément endogène à la fixation des règles et des procédures administratives. Ils mettent en évidence, à partir des observations issues de différentes enquêtes effectuées auprès d'entreprises, une relation positive et significative entre les tracas bureaucratiques effectifs rencontrés et le montant des pots-de-vin versés par les firmes. Plus encore, les théories du second best sous-entendent que corrompre suffit à accélérer les procédures ou à dépasser les obstacles administratifs. Pourtant, ce n'est pas forcément le cas. Par exemple, la capacité des agents publics à accélérer une procédure administrative peut être très faible, surtout lorsque cette dernière implique différents interlocuteurs (Shleifer et Vishny, 1993). Enfin, les effets positifs de la corruption sur la croissance et l'investissement dans les environnements marqués par un fonctionnement déficient des institutions ont été infirmés. Méon et Sekkat (2005) montrent que la corruption agit comme un "grain de sable dans les rouages" de la croissance économique et de l'investissement. En effet, ils soulignent que les effets de la corruption dépendent des autres aspects de la gouvernance (poids des réglementations, primauté du droit, efficacité du gouvernement...) et qu'ils sont d'autant plus néfastes que la qualité de la gouvernance est faible.

3.2.3 La similarité des institutions et le commerce international

La similarité des institutions limite le coût de l'adaptation aux institutions nationales en améliorant la capacité de l'exportateur et de l'importateur à utiliser les institutions de son partenaire. De Groot et al. (2004) montrent que le fait que les deux pays partenaires à l'échange aient des institutions de qualité homogène augmente les échanges bilatéraux de 13 %⁴¹.

⁴¹ Leurs résultats sont discutables dans la mesure où ils classent comme "proches" deux pays dont les institutions sont de bonne qualité, mais aussi deux pays dont les institutions sont de qualité faible. En étudiant plus finement les conséquences de la proximité de la qualité des institutions, Duc *et al.* (2004) montrent, par exemple, que deux pays où le niveau de corruption est élevé, c'est-à-dire qui ont des institutions de qualité similaire mais faible, commercent moins que deux pays dont les institutions sont de qualité hétérogène. En revanche, ils mettent en évidence que deux pays considérés comme peu corrompus, c'est-à-dire dont les institutions sont de qualité proche mais bonne, échangent plus que deux pays dont les institutions sont de qualité hétérogène.

À partir d'un indicateur de distance institutionnelle⁴², Chepeta (2007) montrent que les pays d'Europe⁴³ commercent d'autant plus entre eux que leurs institutions sont de qualité similaire et élevée. Selon Disdier et Mayer (2005), la similarité de la nature des institutions explique en partie l'impact important et robuste des liens coloniaux sur les échanges bilatéraux puisque, de fait, les pays colonisateurs ont souvent transplanté dans leurs colonies leur système juridique et administratif.

Tableau 01. Synthèse des travaux empiriques portant sur la qualité institutionnelle et le commerce international

Les auteurs	Indicateurs utilisés	Principales conclusions
Anderson et Marcouiller (1999)	Exécution du contrat	Les institutions compétentes peuvent accroître le commerce grâce à l'exécution des contrats par les systèmes juridiques.
de Groot et al. (2004)	Agrégat de six indicateurs	Une qualité institutionnelle élevée diminue les coûts de transaction et influence donc positivement les flux commerciaux.
Meon et Sekkat (2008)	Agrégat de six indicateurs	Les indicateurs de bonne gouvernance augmentent les exportations de produits manufacturés, mais pas de produits non manufacturés.
Bojnec et Fertő (2009)	Importateur-exportateur-similarité de l'agrégat de six indicateurs	Les similitudes dans la qualité institutionnelle augmentent le commerce agricole en raison des coûts de transaction inférieurs.
François et Manchin (2013)	Agrégat de six indicateurs	Les institutions nationales peuvent stimuler les exportations en raison d'un accès accru aux marchés internationaux.
de Mendonça et al. (2014)	Importateur-exportateur-similarité de l'agrégat de six indicateurs	Les différences d'environnements institutionnels entre les partenaires commerciaux diminuent les flux commerciaux en raison de l'augmentation des coûts de transaction.
Martínez-Zarzoso et Márquez-Ramos (2018)	Stabilité politique, état de droit et contrôle de la corruption	L'augmentation des scores en termes de stabilité politique, d'état de droit et de contrôle de la corruption dans les pays exportateurs augmente le commerce.

⁴² La distance institutionnelle est égale à la valeur absolue de la différence de la qualité des institutions des pays partenaires à l'échange. Elle est mesurée à partir de différents indicateurs de gouvernance tels que l'indicateur des libertés économiques du Fraser Institute, ceux de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2003) ou encore ceux produits par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement.

⁴³ Son échantillon est composé des quinze pays de l'UE avant l'élargissement de 2004, et 10 pays d'Europe centrale et orientale (la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, et la Slovénie).

Conclusion

Ce présent chapitre est consacré à la présentation de la revue de littérature concernant l'ensemble d'analyse théorique et empirique sur les institutions, nous avons également présenté la relation entre les institutions sur le commerce.

Définir le concept d'institution reste donc complexe. Jusqu'à aujourd'hui, il est difficile de déterminer quelles institutions importent le plus, dans quels contextes et surtout comment les mettre en place. Mais parmi les chercheurs, il paraît que tous soient d'accord sur le fait que les institutions importent, et pour beaucoup, dans le développement des pays.

Le rôle des institutions dans la promotion du commerce et plus en plus évoqué, plusieurs auteurs comme (Douglass North, William Westerly 1998) avance que les institutions sont un élément de base pour la croissance économique et que les institutions sont essentielles et importante pour le développement.

Chapitre II

Cadre Théorique et Conceptuel de la Diversification

Introduction :

L'échange international est le lieu de compétition des systèmes productifs nationaux. C'est là que se déterminent les possibilités de la diversification des exportations. Les échanges extérieurs constituent un reflet d'une économie ou d'une région donnée, du niveau de son développement, de la nature et de l'importance de ces ressources ainsi que du degré de son insertion dans le marché international.

La littérature économique récente et les grandes instances internationales s'accordent sur les vertus d'une stratégie de développement économique basée sur la diversification.

Les structuralistes aux néo-classiques. Ces derniers s'inspiraient des théories traditionnelles du commerce international qui, depuis Ricardo (1817), prônent le libre-échange et la spécialisation des économies selon leurs avantages comparatifs. A l'inverse, les pionniers du développement insistaient sur le fait que les politiques de développement se doivent d'introduire des distorsions aux mécanismes de spécialisation selon les avantages comparatifs, le processus de changements structurels étant conditionné par la diversification et la composition des exportations. Dans le cadre de notre mémoire, notre travail de recherche consiste à réexplorer théoriquement la relation entre la diversification des exportations et le développement économique dans le contexte actuel de la mondialisation.

La diversification économique est un élément clé du développement économique dans lequel un pays évolue vers une structure de production et de commerce plus diversifiée.

Section 1 : Diversification des exportations : Définitions, Typologie et indicateurs de mesures

Depuis des décennies, l'analyse de la manière dont la diversification des exportations peut contribuer à améliorer la croissance économique et à réduire la vulnérabilité d'un pays aux chocs extérieurs persiste dans l'économie internationale et l'économie du développement. La diversification des exportations comme moyen de parvenir à la croissance et au développement a pris de l'ampleur dans la littérature sur le développement lorsque la communauté internationale a commencé à considérer la dépendance aux produits primaires comme préjudiciable aux perspectives de développement des pays en développement en

raison de la volatilité extrême des prix (Bartz, 2010)⁴⁴. Cette section a pour objectif de présenter le cadre conceptuel de la diversification.

1.1 Différentes définitions de la diversification

Il existe plusieurs définitions de la diversification que la plupart des auteurs font varier en fonction du domaine dans lequel ils mènent leurs recherches. C'est au début du 20^{ème} siècle que l'on voit apparaître ce nouveau mouvement stratégique : la diversification. Selon Chandler, ce mouvement est né de ce que « les entreprises disposant d'une technologie avancée, ont vite pris conscience de l'intérêt que pouvaient représenter ces connaissances et capacités pour la production dans de nouveaux secteurs et pour la satisfaction de nouveaux besoins⁴⁵.

De même, l'économiste James Tobin, définit la diversification « comme une politique de minimisation du risque tout en assurant un rendement meilleur à l'entreprise »⁴⁶. Toute entreprise engagée dans le marché des actifs financiers devrait équilibrer son portefeuille pour s'assurer une rentabilité.

L'analyse de Markowitz (1959) permet de donner au concept de diversification une signification rigoureuse. Au sens large, ce terme signifie : « atténuation du risque par la combinaison au sein du portefeuille de plusieurs actifs financiers »⁴⁷.

Le concept de diversification, tel que perçu par Markowitz, permet une véritable allocation du portefeuille optimale et non un éventuel choix de ce dernier. De plus, la recherche empirique anglo-saxonne s'est principalement intéressée à la diversité à travers la relation diversité-performance économique. La diversité peut être définie comme l'étendue des différentes activités où l'entreprise opère simultanément.

Aussi, Louitri ⁴⁸ explique qu'il est possible de déplacer la problématique de la diversification vers la mesure. Pour lui, la diversification n'est pas considérée sous un angle dynamique, mais comme une variable d'état.

⁴⁴Bartz,C.(2010).*Export diversification and growth in Sub-Saharan Africa*. Master's thesis, Department of Economics, University of Amsterdam. Consulter sur le 24/05/2022, sur le site suivant : <http://publication.aercafricalibrary.org>

⁴⁵ CHANDLER Alfer. D, « stratégie et structure de l'entreprise », Corlet, Paris, 1989, p92.

⁴⁶ TOBIN James, « essais dans les économies, volume 1 macroéconomie, 1959, p.62.

⁴⁷ MARKOWITZ H cité Robert Cobbaut, « Théorie financière », 4^e édition, Economica, 1997, pp.214-216.

⁴⁸ LOUITRI, Recherche sur la diversification par croissance externe dans les groupes industriels, éducation, Paris, 2005, p75

Selon Kotler et Dubois⁴⁹, la diversification est considérée comme une stratégie à travers laquelle une entreprise élargit ses possibilités d'offre afin de se prémunir contre les variations de conjoncture économique et les goûts des consommateurs. Dans un souci d'acquisition des parts de marchés, les entreprises ont intérêt à élargir leur gamme de produits.

La diversification économique peut être définie comme la transition vers une structure plus variée de la production nationale et des échanges, en vue d'augmenter la productivité, de créer des emplois et de jeter les bases d'une croissance soutenue permettant de réduire la pauvreté.

La diversification de la production nationale résulte du déplacement de la production entre les secteurs, les industries et les entreprises. Elle reflète la dynamique de la transformation structurelle, car la diversification réussie de la production nationale implique une redistribution intra et intersectorielle des ressources, des activités à faible productivité vers les activités à plus forte productivité.

De son côté, la diversification commerciale s'opère de trois manières :

- Exportation (ou importation) de nouveaux produits (biens ou services).
- Exportation ou importation de produits existants vers ou en provenance de nouveaux marchés.
- Amélioration qualitative des produits exportés (ou importés)

La diversification commerciale, l'amélioration de la qualité et la diversification sectorielle de la production nationale sont fréquemment liées. Le commerce est souvent l'un des facteurs clés de la diversification économique.

De fait, l'intégration dans l'économie mondiale est à l'origine du succès des pays est-asiatiques qui ont réussi à se diversifier dans les activités de fabrication, ce qui a entraîné un recul sans précédent de la pauvreté.

La diversification des exportations constitue un objectif en soi pour réduire la vulnérabilité aux chocs commerciaux et stabiliser les recettes d'exportation.

⁴⁹ STRATEGOR, « politique générale de l'entreprise », 3ème édition Dunod, Paris, 2000, page 69

La diversification désigne essentiellement la modification de la structure de la gamme de produits d'exportation existante d'un pays ou de la destination des exportations, ou encore la répartition de la production sur plusieurs secteurs (Campi, Duenas et Wu, 2017)⁵⁰.

1.2 Typologies et dimension de la diversification

1.2.1 Quelques typologies de la diversification

De multiples essais typologiques mettant ainsi en évidence l'existence de plusieurs types de diversification ont été élaborés. Parmi les typologies, on retrouve :

- La typologie d'Ansoff
- La typologie de Rumelt

1.2.1.1 La typologie d'Ansoff :

Couple produit/marché. Les changements apportés à l'un des composants de cette relation conduit à distinguer quatre types de stratégies de croissance allant de la spécialisation à la diversification totale. Ce qui fait que chaque couple produit/marché constitue un domaine d'activité pour l'entreprise.

❖ Tableau n° 2 : Typologie d'Ansoff

Les différentes typologies de stratégie diversification les plus couramment utilisées sont celles décrites par H.I. Ansoff en 1957, qui propose de croiser le couple produit/marché. Les changements apportés à l'un des composants de cette relation conduit à distinguer quatre types de stratégies de croissance allant de la spécialisation à la diversification totale. Ce qui fait que chaque couple produit/marché constitue un domaine d'activité pour l'entreprise.

⁵⁰ Campi, M., Duenas, M., Li, L., & Wu, H. (2017). Diversification, economies of scope, and exports growth of Chinese firms. *Economies of Scope, and Exports Growth of Chinese Firms (December 22, 2017)*. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3098466>.

MARKET /PRODUCT Marché / Produit	PRESENT/ ACTUEL	NEW/ NOUVEAU
PRESENT Actuel NEW	MARKET PENETRATION Spécialisation ;	PRODUCT DEVELOPMENT Diversification de produit
NEW Nouveau	MARKET DEVELOPMENT Diversification marché	DIVERSIFICATION Diversification totale

Source : stratégor, 1997, p.173

A- Spécialisation (market penetration)

L’entreprise spécialisée est celle qui concentre son activité et ses ressources sur un seul métier. A travers cette stratégie, la société garde ses produits et ses clients. Cependant, tout en restant sur un même marché, il est toujours possible de croître et de gagner des parts de marché.

Ansoff propose trois approches :

- Encourager les clients déjà existants à acheter plus
- Attirer les clients des concurrents
- Convaincre ceux qui n’utilisent pas le produit de l’utiliser.

B-Développement de produits nouveaux (Product développent)

Dans ce cas, l’entreprise garde ses clients soit en commercialisant de nouveaux produits ou bien en changeant les caractéristiques du produit actuel (diversification marketing).

Une alternative à cette stratégie est d’utiliser les licences ou brevets déposés par d’autres sociétés pour vendre les produits de ces sociétés mais sous sa propre marque. Cela oblige l’entreprise à nouer des alliances stratégiques.

c. Expansion géographique (Mark et développent)

L'entreprise développe son activité grâce à la vente du produit actuel sur de nouveaux marchés, comme l'expansion géographique, l'utilisation d'un nouveau canal de distribution, l'exploitation d'un nouveau segment de clientèle.

Cela veut dire que le produit reste identique tout en étant vendu à une nouvelle cible. L'exportation de notre produit ou sa mise en vente dans une nouvelle région sont des exemples de développement du marché.

Il s'agit aussi d'une stratégie de diversification marketing qui nécessite d'avoir une bonne politique de vente afin de promouvoir les produits dans de nouveaux pays ou régions du monde.

D- La diversification totale (diversification)

L'entreprise développe son activité en se lançant sur de nouveaux marchés avec de nouveaux produits.

1.2.1.2 La typologie de Rumelt

Cet auteur introduit le concept de degré de parenté entre activités comme paramètre autour duquel s'articulent les logiques possibles de diversification. Il propose ainsi trois formes de diversification : par contrainte, reliée et non reliée.

A- La diversification "contrainte"

Caractérise les firmes dont les diverses activités partagent toutes une même base de compétences ou de ressources.

B- La diversification reliée ou en chaîne

La composition du portefeuille d'activité émerge progressivement sur la base d'une activité initiale. Autrement dit, chaque activité nouvelle étant reliée à la précédente au plan commercial ou technologique mais l'ensemble ne reposant pas sur une compétence unique.

C- La diversification non reliée

L'entreprise se positionne sur un ensemble d'activités sans liens entre elles, et aucune n'est par ailleurs dominante dans la composition du chiffre d'affaires.

La caractérisation du portefeuille d'activités d'une entreprise repose sur l'analyse de la composition de son chiffre d'affaires et sur le calcul de différents ratios. La démarche peut être résumée en quelques étapes principales :

- Le placement est financier si la diversification s'analyse comme une simple participation dont l'entreprise se séparera à la première crise de trésorerie.
- Le placement est industriel si l'entreprise s'assure ainsi de nouvelles compétences et s'associe pleinement au devenir du nouveau projet, perçu comme irréversible.

1.2.2 Les dimensions de la diversification

On distingue la diversification horizontale et verticale

1.2.2.1 La diversification horizontale

Cette diversification se traduit par la production et le développement de nouveaux produits. Cependant, les technologies et moyens de production restent identiques. Ainsi, l'entreprise élargit sa gamme de production. De plus, la clientèle reste inchangée. La diversification horizontale assure une certaine sécurité à l'entreprise. En effet, ayant déjà une certaine connaissance, voire maîtrise de son marché et de sa clientèle, elle assure une meilleure distribution des risques.

1.2.2.2 La diversification verticale

Cette diversification se traduit par l'acquisition d'un maximum de maillons ou d'acteurs d'une même filière. Une entreprise peut être tentée d'éviter la dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs en englobant, dans ses activités, les tâches habituellement réalisées par des sous-traitants. On parle alors d'intégration en aval. A l'inverse, elle peut privilégier un contact direct avec ses clients, notamment en se passant de distributeurs ou en les intégrant à son activité. C'est ce qu'on appelle l'intégration en amont.

1.3 Les indices de mesure de la diversification

La diversification peut être mesurée de plusieurs façons selon l'objectif de l'étude, la définition, et les typologies, quatre indicateurs sont généralement distingués pour mesurer la diversification économique : l'indice d'Ogive, l'indice de Hirschman, l'indice de Hirschman normalisé, l'indice de Herfindahl, l'indice agrégatif de spécialisation.

1.3.1. L'indice d'Ogive

Il a été utilisé pour la première fois par Tress (1938)⁵¹ pour mesurer la diversification industrielle. Depuis lors, il est considéré par Attaran et Zwick (1987) comme l'un des indices de diversification industrielle les plus couramment utilisés. L'indice d'Ogive peut être formulé comme suit :

$$OGV = N \sum_{i=1}^n \left(P_i - \frac{1}{N} \right)^2 = \sum_{i=1}^n \frac{1}{N} \left(P_i - \frac{1}{N} \right)^2$$

Où

$P_i = (x_i / X)$ est la part réelle du produit i (x_i) dans les exportations totales

$$X = \sum_{i=1}^n x_i$$

N le nombre total des produits exportés, et

$1/N$ la part « idéale » des recettes d'exportation qui est la part moyenne d'exportation de chaque produit.

$OGV = 0$ lorsque la part des exportations est équitablement répartie entre les différents produits.

$OGV \rightarrow 0$ lorsque l'économie en question est considérée comme étant fortement diversifiée ;

Une valeur OGV élevée traduit une économie relativement moins diversifiée (c'est-à-dire sa gamme des produits ne compte que quelques produits).

⁵¹ Tress R.C (1938), « Unemployment and Diversification of industry », *The Manchester school* 9, pp.140-152.

1.3.2. L'indice de Hirschman

Il sert à mesurer le degré de diversification/concentration mais a été surtout utilisé pour mesurer la concentration des échanges et des produits (voir, par exemple, Kingston [1976] et Mac Bean et Nguyen [1980]). L'indice Hirschman peut être formulé comme suit :

$$H1 = \sqrt{\sum_{i=1}^N \left(\frac{x_i}{X}\right)^2}$$

Avec x_i représentant la valeur à l'exportation d'un produit i ,

X symbolisant les exportations totales,

Et N représentant le nombre de groupes de produits.

Là aussi, plus la valeur de H_1 est élevée, plus les exportations sont concentrées,

1.3.3. L'indice de Hirschman normalisé

On peut également utiliser l'indice de Hirschman normalisé comme mesure relative de la diversification en exprimant sa valeur entre 0 et 1 selon la formule :

$$NH_i = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^n P_i^2 - \frac{1}{\sqrt{n}}}}{1 - \frac{1}{\sqrt{n}}}$$

Où $P_i = \frac{x_i}{X}$, x_i est la valeur des exportations des produits i ,

$$X = \sum_{i=1}^n x_i$$

N est le nombre de produits.

La valeur NH la plus proche de 1 représente la plus forte concentration et inversement.

1.3.4. Indice de Herfindahl

L'expression de cet indice est très proche de celle de l'indice de Hirschman :

$$H2 = \sum_{i=1}^N Si^2$$

Où :

Si : représente la part du marché de l'entreprise i .

1.3.5. L'indice agrégatif de spécialisation

Est une version modifiée de l'indice de Herfindahl de la diversification/concentration industrielle et de l'indice de Hirschman de la diversification/concentration commerciale. Il sert à mesurer la diversification des exportations à partir de la répartition des exportations selon les produits. L'indice agrégatif de spécialisation peut être formulé comme suit :

$$SPE = \sum_{i=1}^n \left(\frac{xi}{X} \right)^2$$

Où :

xi est l'exportation du produit i ,

X le montant total des exportations et

N le nombre des produits exportés.

$SPE \rightarrow 1 \Rightarrow$ indique la présence d'un seul produit d'exportation (niveau élevé de spécialisation) ;

$SPE \rightarrow 0 \Rightarrow$ met en évidence un niveau élevé de diversification des exportations ;

Lorsque la part des exportations est équitablement reportée entre différents produits, alors

$$SPE = \frac{1}{N}, \text{ qui est également la valeur minimale.}$$

1.3.6. L'indice Theil

L'indice de Theil est un indice de mesure d'inégalité fondé sur l'entropie de Shannon :

- Un indice de 0 indique une égalité absolue ;
- Un indice de 0,5 indique une inégalité représentée par une société où 74 % des individus ont 26 % des ressources et 26 % des individus ont 74 % des ressources ;
- Un indice de 1 indique une inégalité représentée par une société où 82,4 % des individus ont 17,6 % des ressources et 17,6 % des individus ont 82,4 % des ressources.

Formule pour l'indice de Theil :

- N : Nombre des quantiles
- E_i : ressources pour le quantile i ,
- A_i : effectif dans le quantile i ,
- E_{total} : ressources pour tous les quantiles dans une société (une nation, etc.),
- A_{total} : effectif de la société (de la nation, etc.).

$$\bullet \quad T_T = \ln \frac{A_{total}}{E_{total}} - \frac{\sum_{i=1}^N E_i \ln \frac{A_i}{E_i}}{E_{total}}$$

- En cas de $E'_i = E_j / E_{total}$ et $A_i = A_j / A_{total}$:

$$T_T = 0 - \frac{\sum_{j=1}^N E'_j \ln \frac{A'_j}{E'_j}}{1} = \sum_{j=1}^N E'_j \ln \frac{E'_j}{A'_j}$$

C'est l'inégalité par référence aux ressources. La partie à gauche est l'entropie maximale (aussi par référence aux ressources) d'une société sans inégalité distributive. La partie à droite est l'entropie actuelle de la société, causée par l'inégalité distributive de cette société. Par référence à la théorie de l'information³, une telle différence est *la redondance*.

- L'inégalité par référence à la population :

$$\bullet \quad T_L = \ln \frac{E_{total}}{A_{total}} - \frac{\sum_{i=1}^N A_i \ln \frac{E_i}{A_i}}{A_{total}}$$

- En cas de $E'_i = E_j / E_{total}$ et $A_i = A_j / A_{total}$

$$T_L = 0 - \frac{\sum_{i=1}^N A'_i \ln \frac{E'_i}{A'_i}}{1} = \sum_{i=1}^N A'_i \ln \frac{A'_i}{E'_i}$$

- L'opération pour normaliser les indices de Theil est $1 - e^{-T}$

❖ **Les avantages de la diversification⁵² :**

Il est courant de justifier la stratégie de diversification en lui attribuant des avantages d'ordre économique et financier :

- ✓ La stratégie de diversification est un moyen évident de satisfaire des ambitions de croissance qui ne pourraient plus être assouvies par la spécialisation initiale sur un seul domaine d'activité. En ce sens, la diversification constitue une étape logique dans le processus de développement de l'entreprise.
- ✓ La diversification permet de réduire les risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un seul secteur d'activités.
- ✓ La diversification devrait engendrer un accroissement de la rentabilité de l'entreprise ne serait-ce que par les économies de coût de différente nature qu'elle autorise.
- ✓ Économie d'intégration lorsque la maîtrise d'activités en interdépendance séquentielle permet d'investir à moindre risque dans des actifs spécifiques améliorant la performance technique et d'éviter la rédaction et le suivi de contrats complexes avec des partenaires extérieurs ;
- ✓ Économie de champ naissant de l'utilisation partagée de ressources entre plusieurs activités et des phénomènes de synergie.

⁵² Alain Desreumaux, « Stratégie », édition Dalloz, 1993, pp. 280-281.

- ✓ Économie dues à l'instauration d'une sorte de marché financier interne et de système de contrôle assurant une meilleure allocation des ressources entre ce qu'obtiendrait un investisseur extérieur nécessairement moins informé que les instances dirigeantes de l'entreprise.

Section 2 : Fondements théoriques de la diversification

Selon la théorie classique du commerce international, il est bénéfique pour les pays de se spécialiser dans les exportations pour lesquelles ils ont un avantage comparatif. Cependant, la littérature commerciale théorique en faveur de la diversification des exportations a pris de l'importance ces dernières décennies (Bertinelli, 2009⁵³ ; Cadot, Carrere, & Strauss-Kahn, 2011⁵⁴). Ainsi, la diversification des exportations est considérée comme le seul moyen pour un pays moins développé de se transformer en une économie moderne capable de produire et d'exporter des biens que les pays plus riches exportent.

Les travaux d'Imbs et Wacziarg (2003) ont montré que la diversification des exportations était liée de façon similaire au revenu par habitant. De mêmes, (Klinger et Lederman, 2006 ; Hesse, 2009 ; Cadot et al. 2011) démontrent que la diversification des exportations s'accroît à mesure que le niveau de revenu par habitant augmente, au moins jusqu'à un certain niveau de revenu⁵⁵.

Les enseignements de la théorie du commerce international, en apparence antinomique avec la diversification, indiquent que la spécialisation selon les avantages comparatifs est favorable au bien-être et à l'efficacité économique.

La théorie moderne du commerce international souligne que le commerce intra-industrie et la concurrence monopolistique de (KRUGMAN,1989) encouragent les exportations et les importations dans des produits similaires.

⁵³ Bertinelli L., Heinen, A., & Strobl, E. (2009). *Export diversification and priceuncertainty in developing countries: A portfolio approach*. (Working Paper). Consulter le 24/05/2022, sur le site <http://ssrn.com/abstract=1327928>.

⁵⁴ Cadot, O., Carrère, C., & Strauss-Kahn, V. (2011). Export diversification: What's behind the hump? *Review of Economics and Statistics*, 93(2), 590-605. Consulter le 24/05/2022, sur le site : https://doi.org/10.1162/REST_a_00078.

⁵⁵ <https://www.cairn.info/la-diversification-des-exportations-en-zone-franc---page-1.htm>

2.1. Modèles de commerce international

Le fondement des théories traditionnelles du commerce développées par Adam Smith (1776), David Ricardo (1817) et Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) était le concept de division du travail, d'avantage comparatif et de spécialisation comme moyen de croissance et de développement économique.

L'accélération du commerce mondial dans la dernière partie du XXe siècle révèle des modèles commerciaux contraires à ceux prédits par les théories commerciales classiques. Des études récentes ont montré que les pays ont tendance à se diversifier en termes de production et d'exportations au fur et à mesure de leur progression. L'argument conventionnel en faveur de la diversification des exportations est essentiellement fondé sur l'idée que la diversification des exportations joue un rôle clé pour minimiser l'instabilité des recettes d'exportation causée par la fluctuation constante des prix internationaux des produits de base.

2.1.1. La nouvelle théorie du commerce international

2.1.2. Les théories de croissance endogène⁵⁶

Les théories de la croissance endogène reprennent dans leur analyse les principaux enjeux liés au progrès technique, elles étudient comment les imperfections de marché, les institutions, les politiques, la démographie, le commerce et les préférences affectent le taux de croissance de la productivité globale des facteurs et la valeur ajoutée par habitant.

Des arguments récents émanant de la théorie de la croissance endogène indiquent que la diversification des exportations joue un rôle clé dans la réduction des incertitudes liées aux recettes d'exportation et a la capacité d'induire les gains de l'avantage comparatif de la structure de production d'une économie. L'idée de base qui sous-tend la théorie de la croissance endogène est que la diversification des exportations affecte la croissance à long terme. Cela résulte généralement de rendements d'échelle croissants et d'effets d'entraînement dynamiques résultant de nouvelles méthodes de production, de gestion ou de pratiques commerciales qui peuvent aider d'autres industries et renforcer la croissance à long terme : c'est-à-dire des liens en amont et en aval. La diversification des exportations dans le cadre de la croissance endogène comprend divers éléments tels que les changements dans la

⁵⁶Adrien Akanni-Honvo and Alain Léon «LA croissance endogène régionalisée, Afrique subsaharienne, Asie de l'Est et Pacifique » Revue Tiers Monde, t. XXXIX, vol 39 n° 155, juillet-septembre 1998, pages 597 à 622 (26pages).

demande et l'offre, la capacité de l'industrie, l'aversion au risque, les considérations environnementales et les changements dans les politiques commerciales (Ssemogerere et al. 1994).⁵⁷

Une autre modification des modèles de croissance endogène comme celui de Matsuyama (1992) souligne l'importance de l'apprentissage par la pratique dans le secteur manufacturier pour une croissance soutenue. En ce qui concerne la diversification des exportations, il pourrait y avoir des retombées de connaissances provenant de nouvelles techniques de production, de nouvelles pratiques de gestion ou de marketing, qui pourraient bénéficier à d'autres industries (Piñeres, & Ferrantino, 1997)⁵⁸.

2.3. La nouvelle théorie de l'économie géographique

Les nouveaux modèles de géographie économique (Krugman & Venables⁵⁹, 1990, 1995 ; Amiti & Venables 2002⁶⁰ ; Venables & Limão 2002) proposent que les coûts de transport et la distance affectent le niveau de spécialisation d'un pays. Selon ces modèles, une distance plus faible par rapport aux principaux marchés mondiaux, l'accès à la mer et des coûts de transport globalement plus bas déterminent la facilité avec laquelle un pays peut augmenter la variété des produits exportés vers les marchés mondiaux. Les modèles suggèrent également que la libéralisation du commerce dans un contexte où les économies d'échelle et les coûts de transport jouent un rôle important est susceptible d'améliorer la diversification des produits.

Melitz (2003)⁶¹ a constaté que la libéralisation du commerce peut induire une diversification des exportations par le biais d'une augmentation du nombre d'exportateurs dans les secteurs faisant face à de meilleures opportunités d'exportation. D'autre part, les modèles de la

⁵⁷ Ssemogerere, G. N., & Kasekende, L.A. (1994). Constraints to the development and diversification of nontraditional exports Uganda, 1981-90 (African Economic Research Consortium Research Paper 28), Nairobi: Kenya. Retrieved from <https://www.africaportal.org/publications/constraints-to-the-development-and-diversification-of-non-traditional-exports-in-uganda-1981-90/>.

⁵⁸ Piñeres, S., & Ferrantino, M. (1997). Export diversification and structural dynamics in the growth process: A case study of Chile. *Journal of Development Economics*, 52(2), 375–391. Consulté le 24/05/2022 sur le site: [https://doi.org/10.1016/S03043878\(96\)00446-4](https://doi.org/10.1016/S03043878(96)00446-4).

⁵⁹ Krugman, P., & Venables, A.J. (1990). *Integration and the competitiveness of peripheral industry* (CEPR Discussion Paper No. 363). Unity with diversity in the European Community, 56-77. Consulter le 24/05/2022 : sur le site : <http://ideas.repec.org/p/cpr/ceprdp/363.html>.

⁶⁰ Amiti, M., & Venables, A.J. (2002). The geography of intra-industry trade. In *Frontiers of Research in Intra-Industry Trade* (pp. 87-106). Palgrave, London. Macmillan. Consulter le 24/05/2022, sur le site : <http://repec.cepr.org>

⁶¹ Melitz, M. J. (2003), the impact of trade on intra-industry real locations and aggregate industry productivity. *Econometrica*, 71(6), 1695–725 consulter le 24/05/2022, sur le site suivant : <http://scholar.harvard.edu>

nouvelle géographie économique ne soulignent également qu'une diminution des coûts de transaction résultant de la libéralisation du commerce peut entraîner une diminution de la diversification des exportations, en particulier dans les économies périphériques (Cabral et Veiga, 2010)

Le débat sur la diversification et son rôle dans les dynamiques de croissance ne s'est pas forcément accompagné d'un consensus. La théorie traditionnelle du commerce international et certains résultats des nouvelles théories accèdent la thèse d'une relation croissante entre la spécialisation du commerce international et croissance.⁶² Cependant, des auteurs comme Ben Hammouda et al. (2009) relativisent en montrant que les effets de l'échange sur la croissance à long terme dépendent de la nature de la spécialisation sectorielle (Ben Hammouda et al. 2009)⁶³. Ainsi, certaines spécialisations seraient plus favorables à la croissance que d'autres. Plusieurs études théoriques et empiriques établissent que la diversification pourrait avoir un effet positif sur la croissance. Par exemple, le modèle de Romer (1990) a introduit un effet bénéfique de la diversification exprimé par la disponibilité des intrants au sein d'une économie, pouvant contribuer à l'accroissement de la productivité du travail et du capital humain.

Acemoglu et Zilibotti (1997) montrent que la diversification peut également contribuer à la croissance en augmentant le nombre de secteurs et par conséquent d'opportunités d'investissement et en réduisant le risque des investisseurs⁶⁴.

Les études qui éclaircissent le concept de diversification des exportations et son rôle dans la dynamique de croissance ne manquent pas. Cottet et al (2012), présentent quelques-unes qui ont décomposé la croissance des exportations selon deux directions (Klinger & Lederman, 2011 ; Cadot et al, 2011 ; Hummels & Klenow, 2005) : il ressort que cette croissance peut provenir d'une part de l'augmentation des nouveaux produits exportés ou la marge extensive et d'autre part de l'accroissement d'exportations de produits déjà existantes, appelée la marge intensive. Lorsque la marge extensive domine la marge intensive, l'apparition de nouveaux produits d'exportations peut être un moteur de croissance économique. Cela est vrai si

⁶²Revue économique – vol. 60, N° 1, janvier 2009, p. 133-156. Consulter le : 24/05/2022 sur le site : <https://www.cairn.info/load>

⁶³ Idem

⁶⁴ Acemoglu, D. ,& Zilibotti, F. (1997). Was prome the usun boundby chance? Risk, diversification, and growth. *JournalOfPoliticalEconomy*, 105(4), 709-751. Consulter le 24/05/2022 sur le site suivant : <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/262091>.

l'apparition de nouveau produit provient d'un processus de remontée de la chaîne de la valeur ajoutée ou d'un processus d'innovation faisant l'objet d'une déposition de brevet ou d'une simple imitation (Klinger & Lederman, 2011 ; Cadot et al, 2011 ; Hummels & Klenow, 2005 ; Pham & Martin, 2007)

Section 03 : Les déterminants de la diversification

Dans cette section nous allons traiter les différents déterminants de la diversification des exportations selon l'ordre économiques et institutionnels.

3.1. Déterminants économiques

La littérature distingue plusieurs déterminants d'ordre économique.

3.1.1. Le revenu

Le niveau de revenu est un déterminant important de la diversification. A mesure que le revenu par habitant augmente, les économies ont tendance à connaître une amélioration de leur processus de diversification.⁶⁵

L'étude comparative internationale de (Imbs et Wacziarg⁶⁶) sur les effets de développement économiques, mesuré par le revenu par habitant, sur le degré de diversification. Ils montrent que la diversification est initialement croissante, puis décroissante en fonction de revenu,⁶⁷ ces auteurs montrent que les pays pauvres tendent à diversifier en premier à mesure que leur revenu augmente, avant de commencer à se spécialiser plus tard. Il correspond donc aux phases en U de la théorie de la diversification qui a été largement confirmée par les solides données empiriques fournis par Imbs et Wacziarg(2003).⁶⁸

⁶⁵ Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallab « D'une diversification spontanée à une diversification organisée » revue économique 2009/1 Vol.60 pages 133 à 155. Disponible sur le site : <https://www.cairn.info/revue-économique-2009-1-page-133.htm>.

⁶⁶ Imbs,J.,&Wacziarg,R.(2003).Stagesofdiversification.*AmericanEconomicReview*, 93(1), 63-86. Consulter le 24/05/2022 sur le site suivant : <https://doi.org/>

⁶⁷ Jean-Claude Berthélemy « Commerce international et diversification économique » revue d'économie politique 2005/5 Vol.115 pages 591 à 611, Disponible sur le site : <https://www.cairn.info/revue-économique-politique-2005-5-page-591.htm>.

⁶⁸ Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallab « Jallab « D'une diversification spontanée à une diversification organisée » revue économique 2009/1 Vol.60 pages 133 à 155. Disponible sur le site : <https://www.cairn.info/revue-économique-2009-1-page-133.htm..>

Klinger et Lederman (2004) ont constaté que la diversification augmentait dans les pays peu développés mais déclinait lorsque les pays dépassaient un certain revenu intermédiaire. En outre, ils ont constaté que le nombre nouveaux produits exportés suivait une courbe en U inversée par rapport aux revenus, ce qui indique que les économies deviennent moins concentrées et plus diversifiées à mesure que les revenus augmentent. Ce n'est qu'à des niveaux de revenus relativement élevés qu'une augmentation de la croissance s'accompagne d'une plus forte spécialisation et d'une plus faible diversification.⁶⁹

Selon Ben Hammouda et Coll. (2006) ont montré qu'une augmentation de la richesse créée consolide le processus de diversification au niveau continental et aussi Kamgna (2010) est arrivé à la même conclusion pour la CEEAC « communauté économiques des Etats de l'Afrique centrale ». ⁷⁰

3.1.2. L'investissement direct étranger

L'IDE est considérée l'un des déterminants de la transformation structurelle d'une économie. Le lien positive entre IDE et performance des exportations est le résultat essentiellement de deux principaux passages ; premièrement, lorsqu'une multinational produit des biens plus diversifiés que les firmes nationales ce qui implique une plus grande diversification de l'offre exportable du pays d'hôte. Deuxièmement, grâce à l'effet d'entraînement, les firmes acquièrent de nouvelle capacité qui leurs permettant de produire et exporter des produits suite à l'expérience acquise.

Plusieurs études se sont intéressées à cette relation entre les IDE et la diversification :

- ✓ Banga (2006) il examine l'impact des IDE Américaine sur la diversification des exportations du secteur manufacturier Indien, les IDE peuvent soutenir la diversification des exportations en agissant sur l'intensité des exportations du secteur non traditionnelle.
- ✓ Alemu (2008) a examiné l'effet des IDE sur la diversification des exportations en Asie de l'Est, il conclut qu'ils sont un facteur clé pour accélérer à la fois la diversification verticale et horizontale des exportations.

⁶⁹ Raja Vinesh Sannasee, Boopendra Seetana et Matthew John Lamport « Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurice » p13 disponible sur le site : https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/cmark_chap1_f.pdf.

⁷⁰ PATERNE NDJAMBOU « diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, condition et perspectives. p122 ?

- ✓ Jayaweera (2009) a estimé la relation entre IDE et diversification des exportations sur un panel de 29 pays à faible revenu couvrant la période 1990-2006. Il a constaté un impact positif de l'IDE sur la diversification des exportations et a souligné le rôle des externalités comme mécanisme pour expliquer ce résultat. Les résultats économétriques montrent également que cet effet est inversé pour les pays qui exportent une grande partie du pétrole et des ressources naturelles, à savoir que les IDE provoquent plus de concentration.
- ✓ Tadesse & Shukralla (2011) ont démontré, à travers un échantillon de 131 pays allant de 1984 à 2004, qu'un accroissement du volume des IDE améliore la diversification des exportations.⁷¹
- ✓ Harding et Javorcik (2007) ont démontrés que l'injection de flux d'investissement par les firmes multinationales dans huit pays de L'Europe centrale a permis une offre plus diversifiée et sophistication des exportations.⁷²

Selon Ben Hammouda et All (2006) et l'UNECA (2007), le cours de change est l'un des déterminants essentiels du processus de diversification en Afrique.

Le rôle du taux de change est expliqué d'un point de vue théorique comme suit : une dépréciation du taux de change, dans un cadre en concurrence parfaite permet l'entrée de nouveaux exportateurs ce qui favoriser la diversification⁷³.

3.1.3. L'ouverture commerciale

D'après l'ONU (2007, 27), « *l'ouverture commerciale suppose augmenter le nombre d'exportateurs et de variétés dans le cadre à la Melitz de concurrence monopolistique. En revanche, dans un cadre traditionnel avec dotation factorielles, l'ouverture commerciale peut améliorer la profitabilité des secteurs pour lesquels un pays est déjà spécialisé, renforçant de ce fait la concentration existence.* »⁷⁴

⁷¹ Moussir, Charaf- Eddine and Tabit, Safaa "Export diversification and structural transformation in marocco: What role for FDI?" Mohammed V Université Agdal Rabat Morocco 2016, en ligne sur le site : <https://mpr.ub.univ-muenchen.de/76582>, p 5.

⁷² PATERNE NDJAMBOU « diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, condition et perspectives », p 125.

⁷³Diversification et sophistication comme levier de la transformation disponible sur le site http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/diversification_sophistication_fr.pdf , p28.

⁷⁴Idem

D'après les théories traditionnelles du commerce international, les pays vont avec l'ouverture commerciale, se spécialiser dans leurs avantages comparatifs. Et le niveau de diversification des exportations dépend du degré d'accumulation de dotations factorielles (Berthélemy, 2005).⁷⁵

L'ouverture commerciale désigne la volonté des autorités d'un pays de multiplier les échanges économiques de toutes sortes avec d'autres pays ou de réduire les obstacles à cette multiplication.

3.1.4. Inflation

Aux niveaux des facteurs macroéconomiques, une forte instabilité économique marquée par une forte inflation ne favorise ni création et le développement de nouveaux secteurs d'activité, ni l'instauration d'un climat d'affaires favorable au processus de diversification.

Dans le cas des motivations de portefeuille, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une forte inflation puisse conduire à la diversification à mesure que l'économie se diversifie ses exportations pour éviter les chocs. Mais ce processus ne peut être que transitoire et volatile.⁷⁶

Dans le cas de la diversification, Ben Hammouda et coll. (2006) et le rapport de l'UNECA (2007) montre que les niveaux d'inflation élevés compromettent les perspectives de diversification de l'Afrique. L'inflation réduit la croissance en décourageant l'épargne, l'investissement et la productivité (Fischer, 1993 ; Bruno et Easterly, 1998).⁷⁷

3.2. Déterminants Institutionnels

Les facteurs institutionnels jouent également un rôle prépondérant dans les processus de la diversification.

3.2.1. Le capital humain

Le rôle du capital humain dans le processus de diversification et le développement a été plus étudié dans la littérature empirique et théorique d'économie du développement. (Lucas 1988),

⁷⁵ LECTARD Poulaine (2016) « les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeur globales : une application aux pays en développement » thèse de doctorat, université de Bordeaux, le 8 décembre 2016, p215.

⁷⁶ KAMGNA, Severin Yves (2007) ; « diversification économique en Afrique centrale : état des lieux et Enseignements ». p5.

⁷⁷ PATERNE NDJAMBOU « diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, condition et perspectives », P127.

introduit le capital humain dans les modèles de croissance endogènes. Ainsi la croissance de la production dépend de l'accumulation de capital humain et l'innovation technologique qui sont considérés comme un moteur de la diversification et de la croissance structurelle, et stimuler la productivité collective et donc la transformation de la structure productive.

La majorité des études empiriques des déterminants de la diversification incluent l'éducation, comme variable explicative à la modernisation des exportations. Le capital humain devrait entraîner l'augmentation de la productivité et l'adoption de nouvelles technologies et donc faciliter la diversification des exportations⁷⁸.

Une hausse du capital humain permet en générale une hausse de diversification, notamment si l'accumulation de ce capital humain permet aux pays de modifier leurs spécialisations vers des produits plus élaborés. Malgré ses limites, le capital humain affecte positivement à la fois la diversification.⁷⁹

3.2.2 La stabilité politique

Il est souvent admis qu'une stabilité politique a un effet positif sur la diversification d'une économie, cette stabilité relativement meilleure combinée à des politiques macroéconomiques saines peut entraîner une performance économique encourageante.

La stabilité politique dans tous les pays de l'Asie de l'Est pendant les années clés de développement a permis aux gouvernements de l'Asie de l'Est de concrétiser les plans à long terme. Contrairement à la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne qui ont connu des périodes d'instabilité politique de l'Afrique, qui a constitué par conséquent un facteur de la mauvaise performance économique de l'Afrique au cours des quatre dernières décennies⁸⁰Cette politique aura pour effet de renforcer la diversification des exportations ce qui permettra, en fin de compte, d'augmenter la contribution de la productivité totale des

⁷⁸ LECTARD Poulaine (2016) « les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeur globales : une application aux pays en développement » thèse de doctorat, université de Bordeaux, le 8 décembre 2016, p202.

⁷⁹ Diversification et sophistication comme levier de la transformation disponible sur le site : http://www.uneca.org/sites/default/files/publicationfiles/diversification_sophistication_fr.pdf. p.28.

⁸⁰Hassen Kobbia, Jude Eggohb « L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique » Université d'Orléans-France. Disponible sur le site : <http://data.leo-univ-orleans.fr/media/seminars/448/papier1-hassen-eggoh-version24112018.pdf>.

facteurs à la croissance économique et de tirer profit des préférences et de la libéralisation du commerce mondial.⁸¹

3.3. Déterminants géographiques

La littérature distingue deux déterminants d'ordre géographique :

3.3.1. Les infrastructures

Dans la littérature empirique des déterminants de la diversification, les infrastructures sont rarement intégrées dans les estimations, malgré leur importance dans le processus de transformation structurelle.⁸² Les infrastructures jouent un rôle significatif sur le niveau de diversification.⁸³ Les effets combinés de faibles niveaux d'investissement et de mauvaises infrastructures, ainsi que de la dépendance à l'égard des produits primaires en Afrique, ont entraîné des niveaux de productivité très faibles et un bas niveau d'accumulation de capitaux qui a été insuffisant pour déclencher une activité de fabrication importante.

Les études transnationales de Canning et Bennathan (2000) démontrent que l'infrastructure ; en particulier, les infrastructures de transport, et de télécommunications ont tendance à accroître efficacement la croissance économique. Ainsi, le nouvel accès au marché ne stimulerait pas l'investissement dans une nouvelle capacité d'approvisionnement, sauf s'il est soutenu par des routes décentes.⁸⁴

3.3.2. Les ressources naturelles

La diversification des exportations dans les pays riches en ressources est considérée comme essentielle pour protéger les économies locales des chocs externes et soutenir la croissance économique⁸⁵. Il est souvent admis que les pays exportateurs de matières premières sont, relativement peu diversifiés. La chose la moins évidente, est le fait que la hausse des revenus

⁸¹ François Ngangoue, Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale, revue congolaise de gestion, 2016/numéro 21-22/ page 45 à 87. Disponible sur le site : <https://www.cairn.info/revue-congolaise-de-gestion-2016-1-page-45.htm>.

⁸² LECTARD Poulaine (2016), P211.

⁸³ « Les infrastructures jouent un rôle significatif sur le niveau de diversification qui a un rôle positif » 2013, disponible sur le site :

https://archive.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/diversification_sophistication_fr.pdf,

⁸⁴ PATERNE NDJAMBOU « diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, condition et perspectives », 319.

⁸⁵ T. El kadi, (2020), « Développement ou Gain de Temps, rente pétrolière, transformation économique et survie politique en Algérie ».

n'est pas en général associée à une plus grande diversification⁸⁶. Il est généralement recommandé aux pays dépendants des produits de base d'utiliser les revenus tirés de l'exportation de ressources naturelles pour accroître leurs capacités dans d'autres domaines.⁸⁷

Conclusion

Nous avons mis en exergue dans ce deuxième chapitre le phénomène de la diversification, à travers la présentation des notions de base, de même que les typologies, les différentes mesures ainsi que les fondements théoriques à travers les approches théoriques et des études menées sur cette dernière et nous avons à la fin mis en lumière les différents déterminants de la diversification.

La diversification des exportations est le moteur de commerce. Selon les théories et les chercheurs économistes, ils existent des dimensions horizontales et verticales de la diversification. Et leurs fondements théoriques de la modélisation de la diversification reposent à la fois sur les théories traditionnelles du commerce international de Adam Smith, Ricardo et Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) qu'ils ont démontré l'importance de la spécialisation des exportations des nations.

Par contre les théories modernes ont souligné l'importance de la diversification de la production pour avoir diversifier les exportations. Pour cela elle était bien expliquée par ces déterminants à savoir les déterminants économiques (le revenu, l'investissement direct étranger, l'ouverture commerciale, l'inflation), les déterminants institutionnels (le capital humain, la stabilité politique), et les déterminants géographiques (Les infrastructures, Les ressources naturelles).

Grâce à des études et des recherches économiques, qui accordent de plus en plus à la diversification des exportations qui signifie que cette dernière est l'une des facteurs déterminants de l'attractivité des exportations, ce qui donne une série d'incitations et d'opportunités, réduit l'éventail des contraintes et des obstacles, et ce qui intéresse la plupart des décideurs des pays du monde entier dans les rapports publiés par des organisations et des organismes internationaux spécialisés.

⁸⁶ Fond monétaire international (2006) Washington DC Assurer la croissance à long terme et la stabilité macroéconomique dans les pays à faible revenu : Rôle de la transformation structurelle et de la diversification, p10.

⁸⁷ Nations Unies (2018) Diversification et création de valeur ajoutée, conférence sur le commerce et le développement, P15.

Chapitre III

*Etude économétrique de la relation
qualité des institutions et
diversification des exportations en
Algérie*

Introduction

L'économétrie est une discipline qui aide à vérifier les relations existantes entre les variables et les théories alternatives, les reliant par des évidences chiffrées, et ce, en utilisant souvent des méthodes statistiques et mathématiques spéciales. Dans ce dernier chapitre nous serons amenés à vérifier les hypothèses de notre travail à savoir, l'hypothèse d'existence d'une relation linéaire et d'un impact significatif de la qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie durant la période 1995-2020.

Ce chapitre se compose de trois sections, la première concerne les différentes institutions chargées de la promotion des exportations en Algérie ; la deuxième porte sur la présentation des variables du modèle économétrique et la troisième section traite l'estimation de l'impact de qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie.

Section 01 : La politique de promotion et de soutien à l'exportation en Algérie

L'Algérie a mis en place plusieurs organismes publics dans le cadre de sa politique commerciale. Ces derniers ont pour objectif la promotion du commerce extérieur algérien ainsi que d'asseoir la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures. Par ailleurs, accéder aux nouveaux marchés permet aux entreprises d'optimiser leur production en ciblant une demande plus importante. A cet égard, ces accords de libre-échange sont considérés comme l'un des principaux axes d'une politique publique de promotion des exportations. Ainsi, l'Algérie a passé plusieurs accords dans le cadre de ses actions en matière de soutien aux entreprises exportatrices.

Dans cette section, nous présentons la politique de soutien à l'exportation en Algérie, en mettant l'accent sur les organismes d'appui aux exportations hors hydrocarbures, les principaux accords de l'Algérie dans le cadre de création de zones de libre-échange ainsi qu'es facilitations des exportations hors hydrocarbures Algériennes.

1.1. Les organismes d'appui aux exportations hors hydrocarbures

Les pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs afin de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, à savoir : la CAGEX, la CACI, la SAFEX, ANAXAL, le FSPE et le Couloir Vert.

1.1.1. La Compagnie Algérienne D'assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX)

La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations a été créée en 1996 afin de constituer un instrument supplémentaire d'appui aux exportations. Elle est chargée de la couverture des risques à l'exportation, de la garantie de paiement en cas de défaillance de l'acheteur (risques commerciaux et risques politiques : insolvabilité, guerres, etc.).

Elle offre aussi plusieurs prestations aux opérateurs économiques à travers des mesures d'accompagnement, notamment dans l'accès aux informations sur les marchés extérieurs et propose plusieurs formules de contrats d'assurances, dont celles des crédits et des expositions. La CAGEX a pour mission : la couverture des risques nés à l'exportation ; Garantie de paiement en cas de financement ; Constitution de banque de données en matière d'information économique ; Assistance des exportations pour la promotion des exportations hors hydrocarbures et Indemnisation et recouvrement de créances.

Les principaux risques commerciaux sont l'insolvabilité et le risque de non-paiement de l'acquéreur, ainsi que le refus d'accepter les biens ou les services commandés, d'où l'importance de se renseigner sur les partenaires étrangers afin d'éviter d'exporter à l'aveuglette. Évidemment la collecte de ce genre d'informations ne peut être effectuée par les exportateurs eux même car cette opération est très coûteuse. Il revient donc à un organisme national d'assurance - crédit de recueillir et d'actualiser les renseignements permettant ainsi aux opérateurs de faire l'économie de ce travail. C'est le premier rôle que jouera en principe la CAGEX.⁸⁸

- ✓ Les risques commerciaux ne touchent pas uniquement les expéditions à destination des pays en développement mais également celles effectuées vers les pays industrialisés ;
- ✓ Le risque politique est réalisé lorsque l'acheteur ne s'est pas acquitté de sa dette, que le non-paiement n'est pas dû à l'inexécution des clauses et de condition du contrat. Les

⁸⁸ Tiré du site : www.cagex.dz.

principaux types de risques politiques sont les risques relatifs aux interventions des pouvoirs publics de pays importateurs qui empêchent que l'explorateur étranger soit payé, en interdisant par exemple l'exportation de devises étrangères.

1.1.2. L'Agence National de Promotion du Commerce Extérieure (ALGEX)

L'ALGEX est un établissement public, créé par le décret exécutif n°04-174 du 12 juin 2004 en remplacement de la PROMEX. Sa création est venue pour apporter, un support aux exportations hors hydrocarbures. Elle est chargée de contribuer aux efforts de promotion du produit algérien et de diversification des exportations⁸⁹. L'ALGEX a pour mission de :

- ✓ Participer au développement de la stratégie de promotion du commerce extérieur et contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale des échanges commerciaux ;
- ✓ Assurer la vulgarisation et la disponibilité d'information commerciales, économiques, réglementaires et techniques nécessaires à la conduite des opérations de commerce extérieures ;
- ✓ Assister les opérateurs économiques algériens dans la promotion et le placement de leurs produits sur les marchés extérieurs ;
- ✓ Identifier des débouchés à l'export et diffuser les opportunités d'exportation et de partenariat, notamment sur les réseaux spécialisés d'informations commerciales ;
- ✓ Constituer et gérer un réseau d'informations commerciales et de base de données au service des intervenants du commerce extérieur et destinées également à recenser les exportateurs, leurs capacités d'exportation ainsi que leurs contraintes ;
- ✓ Orienter et informer les exportateurs dans le cadre d'une cellule d'écoute ;
- ✓ Accompagner et apporter l'assistance et le conseil aux exportateurs à l'occasion de leur participation aux foires et expositions organisées à l'étranger ;
- ✓ Mettre à la disposition des usagers du commerce extérieur un fonds documentaire en matière de commerce international ;

⁸⁹ Tiré du site : [http:// www.Algex.dz](http://www.Algex.dz).

- ✓ Concevoir et diffuser toutes publications et notes de conjonctures en matière de commerce international, à l'intention des entreprises et administrations.

Toutefois, cet organisme qui est censé apporter un meilleur soutien aux exportateurs algériens est loin d'être l'accompagnateur privilégié de ceux-ci. En effet, ces derniers reprochent à cet acteur public de ne pas fournir les informations dont ils ont besoin pour pénétrer un marché étranger (informations économiques et réglementaires, études, conseil, opportunités d'affaires). Pourtant, l'organisation d'ALGEX par pôles de compétences, comporte un pôle d'intelligence économique extérieur chargé de fournir l'ensemble des éléments précédents.⁹⁰

1.1.3. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI)

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CACI) est instituée par le décret exécutif n° 96-94 du 03 mars 1996. C'est un établissement public à caractère commercial et industriel. Elle prend en charge les intérêts professionnels des milieux d'affaires en concertation avec les pouvoirs publics. Elle a plusieurs missions, entre autres :

- ✓ Fournir aux pouvoirs publics, sur leur demande ou de sa propre initiative, les avis, les suggestions et les recommandations sur les questions et préoccupations intéressant directement ou indirectement, au plan national, les secteurs du commerce, de l'industrie et des services.
- ✓ Effectuer la synthèse des avis, recommandations et propositions adoptés par les chambres de commerce et d'industrie et de favoriser l'harmonisation de leurs programmes et de leurs moyens ;
- ✓ Assurer la représentation de ses chambres auprès des pouvoirs publics et de désigner des représentants auprès des instances nationales de concertation et de consultation ;

Conformément aux missions qui lui sont confiées, la CACI met en œuvre au profit de ses adhérents un ensemble d'actions⁹¹ :

- ✓ Une banque de données concernant l'ensemble des entreprises algériennes ;

⁹⁰ Tiré du site : [http:// www.Algex.dz](http://www.Algex.dz).

⁹¹ Brahim GUENDOZI, « L'information commerciale, facteur de promotion du commerce extérieur », Papier de Recherche, Université de T.P.7.

- ✓ La recherche de partenaires étrangers à travers le BRE (Bureau de rapprochement des entreprises) initié par l'Union Européenne ;
- ✓ La formation et le perfectionnement des personnels des entreprises dans diverses filières de formation (marketing, techniques du commerce international, etc.)
- ✓ La certification des documents commerciaux (factures, attestations, etc.) ;
- ✓ L'assistance et le conseil dans les domaines fiscaux, douaniers, etc. ;
- ✓ Le visa des certificats d'origine des marchandises destinées à l'exportation ;
- ✓ Organisation de missions commerciales à l'étranger, de rencontres entre hommes d'affaires algériens et étrangers ;
- ✓ Elaboration de bulletins d'informations et de statistiques.

1.1.4. Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations hors hydrocarbures (FSPE)

Institué par la Loi de finances pour 1996, le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE) est destiné à apporter un soutien financier aux exportateurs dans leurs actions de promotion et de placement de leurs produits sur les marchés extérieurs, à travers les rubriques suivantes : ⁹²

➤ Au titre des frais de transport à l'exportation

Le fonds participe au financement des frais de transport. Ainsi, il prend en charge (25%) des frais de transport sur chaque opération d'exportation. Un taux uniforme pour toutes les destinations et tous les produits sauf pour les dattes (80%) et ce, pour toutes destinations de ce produit. A cette aide font exception, les déchets, des produits de récupération ainsi que des peaux brutes, préparées ou semi-finies qui ne sont pas éligibles à l'aide de l'Etat en matière de transport, et de toute marchandise exportée dans le cadre d'un accord intergouvernemental de remboursement de la dette⁹³.

➤ Au titre de participation des entreprises algériennes aux foires et expositions

Pour faire connaître les produits algériens au niveau international et dans le but de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, le ministère du Commerce organise des

⁹² Arrêté interministériel entre ministre du commerce et de la promotion des exportations et ministre des finances publié au Journal Officiel no 57 selon la loi des finances 1996.

⁹³ Tiré du site officiel de l'ALGEX. www.algex.dz.

foires à l'étranger et programmes de participations officielles de l'Algérie aux foires internationales et aux expositions spécifiques des produits algériens organisées dans certains pays. Le FSPE couvre les frais de participation des entreprises algériennes aux foires et expositions, que ce soit à l'étranger ou au niveau national avec des taux différents pour chaque participation.

1.1.5. La Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX)

(Safex - SPA) est une entreprise publique issue de la transformation de l'objet social et de la dénomination de l'Office National des Foires et Expositions (ONAFEX), créé en 1971. Dans le cadre de ses missions statutaires, la SAFEX exerce ses activités dans les domaines suivants⁹⁴ :

- ✓ Organisation des foires, salons spécialisés et expositions, à caractère national, international, local et régional.
- ✓ Organisation de la participation algérienne aux foires et expositions à l'étranger.
- ✓ Assistance aux opérateurs économiques en matière de commerce international ;
- ✓ Organisation de rencontres professionnelles, séminaires et conférences...
- ✓ Gestion et exploitation des infrastructures et structures du Palais des Expositions.
- ✓ Assistance aux opérateurs économiques en matière de commerce international, au moyen : De l'information sur la réglementation du commerce international ; Des opportunités d'affaires avec l'étranger ; De la mise en relation d'affaires ; Des procédures à l'exportation ; De l'organisation de rencontres professionnelles, séminaires et conférences...
- ✓ Gestion et exploitation des infrastructures et structures du Palais des Expositions. En ce qui concerne les prestations, la Safex dispose : d'un centre de l'exposant qui regroupe des différents services indispensables.⁹⁵ d'un palais des expositions, d'un dispositif d'assistance qui a été mis en place afin de répondre à toutes doléances de la part des exposants et qui inclus le dispositif de proximité et le dispositif de veille technique et

⁹⁴ Tiré du site : www.safex-algerie.com.

⁹⁵ Ce centre accompagne l'exposant à chaque étape de leur participation. Les services sont disponibles au guichet unique ainsi qu'auprès des services d'intervenants

d'un dispositif de contrôle et de sécurité : à l'occasion des manifestations commerciales, la Safex déploie un important personnel de contrôle et de sécurité chargé de veiller à la tranquillité des exposants et des visiteurs.

Cependant, dans la pratique, les exportateurs ont fait remarquer que le coût de recours à la Safex reste élevé et sans qu'ils soient réellement satisfaits⁹⁶.

1.1.6. Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL)

Créée le 10 juin 2001, l'ANEXAL (Association Nationale des Exportateurs Algériennes) est une association régie par la loi N°90/31 du 24 décembre 1990 ainsi que par ses statuts particuliers. L'ANEXAL a pour principaux objectifs⁹⁷ :

- ✓ Fédérer et défendre les intérêts matériels et moraux exportateurs algériens ;
- ✓ Participer à la définition d'une stratégie de promotion des exportations ;
- ✓ Assister et sensibiliser les opérateurs économiques ;
- ✓ Promouvoir la recherche du partenariat à travers les réseaux d'informations ;
- ✓ Animer les programmes de formation aux techniques des exportations ;

L'anexal a signé plusieurs protocoles de partenariats tels que celui du 07 Mai 2003 avec le North Africa Entreprise Développement (NAED) qui est un programme d'appui initié et géré par la Société Financière International (SFI) filiale du groupe Banque Mondiale. Elle a signé aussi d'autres protocoles avec les pays voisins (le Maroc et la Tunisie) pour une durée de trois ans renouvelables.

1.1.7. Le couloir vert

De caractère virtuel, il constitue une facilitation qui est accordée depuis septembre 2006 à l'exportation de dattes, et consiste en l'assouplissement du passage en douane de la marchandise, qui subit uniquement un contrôle documentaire ce qui se traduit par une fluidité générant une réduction considérable des délais d'expédition. Cette facilitation doit être

⁹⁶ ECOtechnics, « Diagnostic sur les exportations hors hydrocarbures », étude réalisée par ECOtechnics pour ANEXAL, financée par NAED (SFI). Rapport final de la première phase février 2004, p. 20.

⁹⁷ Tiré du site web : www.exportateur-algerie.org.

étendue à terme aux autres exportations de produits périssables : produits agricoles frais et produits de la pêche⁹⁸.

1.1.8. Dispositif bancaire de couverture de risque de change

Le dispositif de couverture du risque de change⁹⁹ est entré dans sa phase opérationnelle, depuis le 02 janvier 2018. Ce dispositif est consacré par la promulgation d'une série de textes réglementaires en l'occurrence le règlement n° 17/01 du 10/07/2017 et de l'instauration n° 06/2017 du 26/11/2017 portant organisation et fonctionnement du marché interbancaire des changes.

Les opérations de revente en l'état n'étant pas éligibles à ce dispositif. Dans une première phase, la couverture du risque repose sur deux types d'instruments :

- ✓ Les opérations de change à terme classique qui permettent aux opérateurs économiques d'acheter les devises à terme à des cours de change à terme fixés lors de la conclusion de la transaction de couverture.
- ✓ A l'échéance de l'opération de change à terme classique, le client reçoit les devises et verse à sa banque l'équivalent en dinars.
- ✓ Les achats au comptant de devises livrables à terme :

Cette catégorie d'instruments est réservée à la clientèle disposant immédiatement d'une ressource propre en monnaie nationale.

1.2. Les principaux accords de l'Algérie dans le cadre de création de zones de libre échange

L'économie algérienne a connu d'importantes difficultés dans les années 80, le contre choc pétrolier de 1986, et ses conséquences socioéconomiques ont poussé les autorités à engager des réformes structurelles dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel.

⁹⁸ Ati Takarli, les exportations hors hydrocarbures Algérienne, Paris, 2008, p. 7.

⁹⁹ Tiré du site : <https://www.bank-of-algeria.dz>.

1.2.1. Les accords de l'Algérie avec l'union européenne

L'Accord d'association Algérie- UE signé à Valence (Espagne) en avril 2002, devrait aboutir à la mise en place d'une zone de libre-échange à l'horizon 2020 (au lieu de 2017, suite à la révision de l'accord). Cet accord peut être positif pour l'Algérie, si la production nationale est diversifiée et si, elle est concurrentielle, en termes de qualité et de prix.¹⁰⁰

1.2.2. L'accords de libre-échange avec la Jordanie

Entré en vigueur depuis 2000 pour prévoir une exonération totale de droits de douane à l'exportation et à l'importation sauf pour une liste négative de produits.¹⁰¹

1.2.3. L'adhésion à la Zone Arabe de Libre Echange (GZALE)

La GZALE entrée en vigueur au début de l'année 2005, est une alliance économique entre pays arabes pour une complémentarité économique et des échanges commerciaux. Elle a été ratifiée par l'Algérie par le décret présidentiel N° 04-223- du 03 Août 2004 et Mise en vigueur le 1er Janvier 2009.¹⁰²

1.2.4. Les autres accords commerciaux

L'Algérie a conclu d'autres accords avec plusieurs pays dans le but de promouvoir leurs échanges commerciaux.¹⁰³

- **La Tunisie** : La convention entre l'Algérie et la Tunisie de 1981 qui prévoit l'exonération des taxes et droits de douanes entre les deux pays a été gelée par la partie algérienne en 1996. Cette convention est en cours d'actualisation.
- **La Libye** : La convention de 1973 entre les deux parties qui prévoit l'exonération des taxes et droits de douanes n'est pas appliquée par l'Algérie. Néanmoins, la partie Libyenne accorde, en vertu d'une loi interne, l'exonération des droits de douane à tous les produits d'origine des pays arabes y compris l'Algérie.

¹⁰⁰ Article de l'accord tiré du site : www.minicommerce.gov.dz.

¹⁰¹ République Algérienne Démocratique et Populaire Ministère du Commerce : « les exportations hors hydrocarbures algériennes », 2008.

¹⁰² Tiré du site : www.minicommerce.gov.dz.

¹⁰³ Ministère du commerce-Direction de la promotion des exportations, « Recueil relatif aux avantages et facilitations accordées aux exportations hors hydrocarbures », Avril 2007. p. 11.

- **Le Maroc** : La convention prévoyant l'exonération des droits et taxes entre les deux pays signés en Mars 1989, a été gelée en 1996.
- **Conventions dans le cadre de l'accord de l'UMA** : L'Algérie a ratifié, le 1er avril 1989, le traité portant création de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Ainsi, l'Algérie a ratifié la convention commerciale et tarifaire le 21 avril 1992, et la convention relative à l'échange de produits agricoles en juillet 1990.
- **ZLECAf** : C'est un accord, signé par 54 des 55 États membres de l'Union africaine (UA) et ratifié par 34 d'entre eux jusqu'à présent, engage les pays à supprimer les droits de douane sur 90 % des produits dans un délai de cinq ans. Dans un premier temps, l'objectif de la ZLECAf sera de stimuler le commerce intra-africain en permettant de faire des affaires plus facilement sur tout le continent¹⁰⁴, elle vise ainsi, non seulement à créer un marché unique continental des biens et services, mais aussi à établir une libre circulation des opérateurs économiques, avec dans l'orbite la mise place d'une union douanière en 2022 et d'une communauté économique africaine d'ici 2028.¹⁰⁵

1.3. Les facilitations des exportations hors hydrocarbures Algériennes

Plusieurs avantages de facilitation sont accordés aux exportateurs Algériens concernant les volets suivants :

1.3.1. Les facilitations douanières à l'exportation

Exonérées de droits de douane, les exportations sont particulièrement encouragées et facilitées. C'est ainsi que pour faire face aux préoccupations des exportateurs, l'administration des douanes a procédé à l'allègement de certaines procédures douanières telles que :¹⁰⁶

- **L'entrepôt des douanes**

Aux termes des articles de 129 à 164 du code des douanes « l'entrepôt des douanes est un régime douanier qui permet l'emmagasinement des marchandises sous contrôle douanier dans

¹⁰⁴ <https://www.s-ge.com/fr/article/actualites/20193-c5-afrique-accord-de-libre-echange-zlecaf>.

¹⁰⁵ Jacquemot, 2019 ; UA, 2019 ; Ben Achour R.8 juin 2021.

¹⁰⁶ OULARBI S « Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement, Le rôle de l'Etat dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France ». Université Alger 3.

les locaux agréés par l'administration des douanes en suspension des droits et taxes et des mesures de prohibition à caractère économique ». Les modalités et conditions d'exercice de l'entrepôt public et privé sont fixées par les décisions du Directeur Général des Douanes n°05 et n°06 du 03 février 1999.¹⁰⁷

➤ **Admission temporaire**

Les décisions du directeur générale des douanes n°04 et n°16 du 03 Février précisent les modalités et conditions d'application de l'accès temporaire pour l'exportation en l'état. L'admission temporaire permet de suspendre le règlement du droit de douane sur la marchandise importer destinée à être transformer, perfectionnement et à l'exportation en l'état, à recevoir un complément de transformation avant d'être réexportées.¹⁰⁸

➤ **Réapprovisionnement en franchise**

Les articles 186,188 et 188 du code des douanes et la décision d'application du directeur général des douanes n°17 du 3 février 1999 est relatif au réapprovisionnement en franchise. Ce dernier est un régime douanier qui permet d'importer, en loyauté des droits et taxes à l'importation, les marchandises équivalentes par leur espèce, leur qualité et leur caractéristiques technique à celle qui, occupées sur le marché intérieur, ont été utilisées pour obtenir des produits préalablement exportés à titre définitif.

➤ **Exportation temporaire**

Les articles de 193 à 196 du code des douanes et la décision du Directeur Général des Douanes n°13 du 03 février 1999 relatifs à l'exportation temporaire est un régime douanier qui permet l'exportation temporaire, sans application des mesures de prohibition à caractère économique et dans un but défini, de marchandises destinées à être réimportées dans un délai déterminé soit en l'état ou après avoir subi une transformation, une ouvraison, un complément de main d'œuvre ou une réparation. En plus des incitatifs à l'exportation, d'autres mesures connexes qui tendent à faciliter et à simplifier les procédures liées aux opérations

¹⁰⁷ Ministère du commerce, Direction de la promotion des exportations, « recueil relatif aux avantages et Facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures », avril 2007, p6.

¹⁰⁸ Articles 174 à 185 du code des douanes.

d'exportations ont été instituées par les pouvoirs publics. Nous en citons ci-après les principales : ¹⁰⁹

- La dispense de caution dans le cadre de l'admission temporaire d'emballages vides destinés aux marchandises à l'exportation et de marchandises pour perfectionnement actif (transformation) destinés à l'exportation. Celle-ci s'applique aussi pour les exportations temporaires de marchandises pour perfectionnement passif (ouvraison) destinées à l'exportation définitive ;
- La visite sur site et dédouanement à domicile ;
- La vente en consignation est facilitée par le dépôt d'une déclaration d'exportation incomplète et par possibilité de procéder après la vente des produits à une régularisation par le dépôt d'une déclaration complémentaire reprenant les éléments non communiqués lors de l'expédition ;
- Le circuit vert, qui permet la validation de la déclaration d'exportation sans vérification des marchandises.

1.3.2. Les avantages fiscaux

Des exonérations fiscales sont accordées aux activités d'exportation. Elles concernent la Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP), la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS). Les principaux avantages fiscaux accordés aux exportateurs sont : ¹¹⁰

- **Exonération en matière d'impôts directs et taxes assimilées TAP et IBS.**

a- La taxe sur l'activité professionnelle (TAP) N'est pas compris dans le chiffre d'affaires servant de base à la TAP, le montant des opérations de vente, de transport ou de courtage qui portent sur des objets ou marchandises destinés directement à l'exportation

b- L'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) Exonération permanente de l'IBS, les opérations génératrices de devises, notamment: les opérations de ventes destinées à l'exportation; les prestations de services destinées à l'exportation. Ces exonérations sont

¹⁰⁹ Tiré du site web de l'Agence Nationale pour la Promotion du Commerce Extérieur : www.algex.dz Consulté le 22/04/2019.

¹¹⁰ Tiré de site : www.algex.dz

octroyées au prorata du chiffre d'affaires réalisé en devises. Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la présentation, par les entreprises, aux services fiscaux compétents, d'un document attestant du versement des recettes en devises à une banque domiciliée en Algérie. Les opérations de transports terrestres, maritimes, aériens, les réassurances et les banques ne sont pas concernées par cette exonération de l'IBS.

➤ **Exonération en matière de taxes sur le chiffre d'affaires**

La taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de vente réalisées à l'exportation (TVA) : Sont exemptées de la TVA, les affaires de vente et de façon qui portent sur les marchandises exportées et les marchandises d'origine nationale livrées aux magasins sous-douane légalement institués, compte non tenu de certaines exclusions.

L'achat en franchise de TVA Les achats ou importations de marchandises, réalisés par un exportateur, destiné soit à l'exportation ou à la réexportation en l'état, soit à être incorporées dans la fabrication, la composition, le conditionnement ou l'emballage des produits destinés à l'exportation et les services liés directement à l'opération d'exportation, peuvent bénéficier de la franchise de TVA.

La restitution de la TVA peut s'effectuer pour l'ensemble des biens et services pour lesquels la franchise à l'achat est autorisée.¹¹¹

1.3.3. Facilitations portuaires :

Les facilitations portuaires se résument ainsi¹¹² :

- L'affectation d'un magasin aménagé à recevoir en priorité les marchandises destinées à l'exportation d'une superficie de 1000 m² au quai N°09/2 zone nord R accès N°01 ;
- L'affectation d'un terre-plein de 1.862 m² à la zone centre pour la mise à quai des marchandises destinées à l'exportation, entrée accès N°04 - zone centre- grand môle Bologhine ;
- Une franchise de 10 jours pour le paiement des frais d'entreposage et de magasinage avant embarquement, des marchandises d'origine algérienne destinées à l'exportation ;

¹¹¹ Tiré de site : www.algex.dz consulté le 22/04/2018.

¹¹² Idem.

- Des dégrèvements modulés des frais de manutention et d'acconage pour les cargaisons à exporter, selon la régularité et le volume des opérations ;
- L'ouverture d'un bureau de liaison permanent de l'entreprise portuaire, et disposant d'une ligne téléphonique au terminal à conteneurs (guichet unique) pour informer les opérateurs et faciliter les expéditions des exportateurs.

1.3.4 Les facilitations financières et bancaires

La législation bancaire a accordé des avantages aux exportateurs en matière de délais de transfert des recettes d'exportation et la rétrocession des montants d'exportation en devises.

- **Délai de rapatriement** : L'article 11 du règlement de Banque d'Algérie n°91-13 du 14 Août 1991 relatif à la domiciliation des exportations hors hydrocarbures et l'article 31 du règlement n°95 -07 du 23 Décembre 1995 modifiant et remplaçant le règlement n°92-04 du 22 Mars 1992 relatif au contrôle des changes fixent ce délai à 180 jours.

- **Rétrocession des recettes d'exportation** :

L'inscription des recettes d'exportation hors hydrocarbures est fixée par l'article 19 du règlement de la Banque Algérie (BA) n°91-13 du 14 Août 1991 relatif à la domiciliation des exportations hors hydrocarbure et l'art30 du règlement n°95-07 du 23-12-1995¹¹³ , modifiant les dispositions de l'instruction 22-94 du 12 Avril 1994 modifiée,¹¹⁴ fixant le pourcentage des recettes d'exportation hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant droit à l'inscription au (x) compte (s) devises des personnes morales la note n°14 -98 de la BA adressée aux banques intermédiaires agréés. Ces textes ont fixé la répartition comme suit : 50% du montant en compte dinars, 30 % du montant en compte devise personne morale et 20% du montant en compte devise intitulé exportateur.

¹¹³ Instruction du Ministre de commerce n°07/2002 du 6/12/2004.

¹¹⁴ Instruction du Ministre de commerce n°22/94 du 12/04/1994.

Section 02 : La présentation des variables d'étude et du modèle

Dans cette section, nous présentons les principales variables choisies pour cette étude ainsi que le modèle économétrique appliqué.

2.1. Présentation du modèle de régression multiple

Afin d'expliquer les déterminants de l'indice de concentration en Algérie, nous allons étudier le cadre théorique de la modélisation économique.

2.1.1 Définition de la régression linéaire multiple

Le modèle de régression linéaire multiple est l'outil statistique le plus habituellement mis en œuvre pour l'étude de données multidimensionnelles. Cas particulier de modèle linéaire, il constitue la généralisation naturelle de la régression simple.¹¹⁵

2.1.2. Formulation - Hypothèses

La régression linéaire multiple¹¹⁶ est la généralisation multivariée de la régression simple. Nous cherchons à expliquer les valeurs prises par la variable endogène Y à l'aide de p variables exogènes X_j , ($j = 1; \dots, p$). L'équation de régression s'écrit :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 x_{i1} + \dots + \beta_p x_{ip} + \varepsilon_i$$

Nous devons estimer les valeurs des $(p + 1)$ paramètres $(\beta_0; \beta_1, \dots, \beta_p)$ à partir d'un échantillon de n observations. Nous remarquons dans le modèle.

– $i = 1; \dots; n$: correspond au numéro des observations ;

– Y_i : est la i -ème observation de la variable Y ;

– X_{ip} : est la i -ème observation de la P -ème variable ;

– ε_i : est l'erreur du modèle, il résume les informations manquantes qui permettrait d'expliquer linéairement les valeurs de Y à l'aide des p variables X_j

¹¹⁵Tiré du site : <https://www.math.univ-toulouse.fr/~besse/Wikistat/pdf/st-1-inf-intRegmult.pdf>.

¹¹⁶ Ricco Rakotomalala, Econométrie, La régression linéaire simple et multiple, Université Lumière Lyon 2, Version 1.1, p95.

$\beta_0, \beta_1, \dots, \beta_k$: Coefficients du modèle.

2.1.3. Estimation des paramètres

Conditionnellement à la connaissance des valeurs des X_j , les paramètres inconnus du modèle le vecteur β et σ^2 , sont estimés par minimisation du critère des moindres carrés (M.C.)

2.1.4. Coefficient de détermination R^2

Le coefficient de détermination¹¹⁷ (R^2) est un indicateur qui permet de juger la qualité d'une régression linéaire. Il mesure l'adéquation entre le modèle et les données observées.

2.1.5. Les hypothèses du modèle

- **H1** : les valeurs $x_{i,t}$ sont observées sans erreur.
- **H2** : $E(\epsilon_t) = 0$, l'espérance mathématique de l'erreur est nulle.
- **H3** : $E(\epsilon_t^2) = \sigma^2$, la variance de l'erreur est constante ($\forall t$) (homoscédasticité).
- **H4** : $E(\epsilon_t \epsilon_{t'}) = 0$ si $t \neq t'$ les erreurs sont non corrélées (ou encore indépendantes). – **H5** : $Cov(x_{it}, \epsilon_t) = 0$, l'erreur est indépendante des variables explicatives.
- **H6** : absence de colinéarité entre les variables explicatives,
- **H7** : $(X'X)/n$ tend vers une matrice finie non singulière.
- **H8** : $n > k+1$,

2.1.6. Les tests d'hypothèses

En statistiques, un test d'hypothèse est une démarche consistant à rejeter une hypothèse statistique, nommée hypothèse nulle, en fonction d'un jeu de données, parmi les tests ont présente :

¹¹⁷ Tiré du site : <https://lexique.netmath.ca/coefficient-de-determination/>.

a) **_Test de significativité d'un coefficient : test de Soudent :**

Pour faire un test de Student, il faut vérifier au préalable que les erreurs suivent une loi normale : $\varepsilon_t \sim N(0, \sigma^2\varepsilon)$. Soit le modèle général suivant : $Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_{1t} + \alpha_2 X_{2t} + \dots + \alpha_{k-1} X_{(k-1)t} + \varepsilon_t$ pour $t = 1, 2, \dots, T$

On a :

$$\left\{ \begin{array}{l} \mathbf{H0} : \alpha_i = 0 \text{ où } i = 0, 1, \dots, (k-1) \Rightarrow \text{le coefficient n'est pas significatif;} \\ \mathbf{H1} : \alpha_i \neq 0 \text{ le coefficient est significatif;} \end{array} \right.$$

b) **Test de significativité global (de plusieurs coefficients test de Fisher)**

Le test de Fisher¹¹⁸ permet de tester la significativité de l'ensemble des coefficients d'un modèle.

Soit le modèle général : $Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_{1t} + \alpha_2 X_{2t} + \dots + \alpha_{k-1} X_{(k-1)t} + \varepsilon_t$ pour $t = 1, 2, \dots, T$.

Les hypothèses du test de Fisher sont les suivantes :

$$\left\{ \begin{array}{l} \mathbf{H0} : \alpha_1 = \alpha_2 = \dots = \alpha_{k-1} = 0 \text{ (la constante } \alpha_0 \text{ est non nul)} \Rightarrow \text{l'ensemble des} \\ \text{coefficients du modèle est non significatif} \\ \mathbf{H1} : \text{il existe au moins un coefficient non nul} \end{array} \right.$$

c) **Test de normalité des erreurs**

Le test de Jarque-Bera¹¹⁹ cherche à déterminer si les données suivent

H0 : les données suivent une loi normale.

H1 : les données ne suivent pas une loi normale.

a) **Test de Breusch**

L'hypothèse testée est celle de l'autocorrélation (de rang 1 et 2) des résidus. Le principe du test consiste à régresser les résidus sur toutes les variables explicatives du modèle et sur les résidus retardés respectivement de 1ère et 2ème période. Si le modèle est globalement significatif ou s'il y a un R^2 élevé, alors on peut présumer à 95% qu'il existe dans le modèle

¹¹⁸ Hélène H, « économétrie » dans la revue HAL-archivé 2002, P 18_P 20.

¹¹⁹ Tiré du site : http://www.statelem.com/test_de_jarque_bera.php

une autocorrélation des résidus de rang 1 et/ou 2. Si la probabilité associée à la statistique de Fisher (F-statistic) est inférieure à 5%, on conclut qu'il y a autocorrélation des résidus dans le modèle¹²⁰.

2.1.7. Méthodologie et choix des variables

Pour permettre de mesurer la diversification¹²¹ des exportations, l'indice de Herfindahl-Hirschman (IHH) est utilisé comme mesure inverse de la diversification.

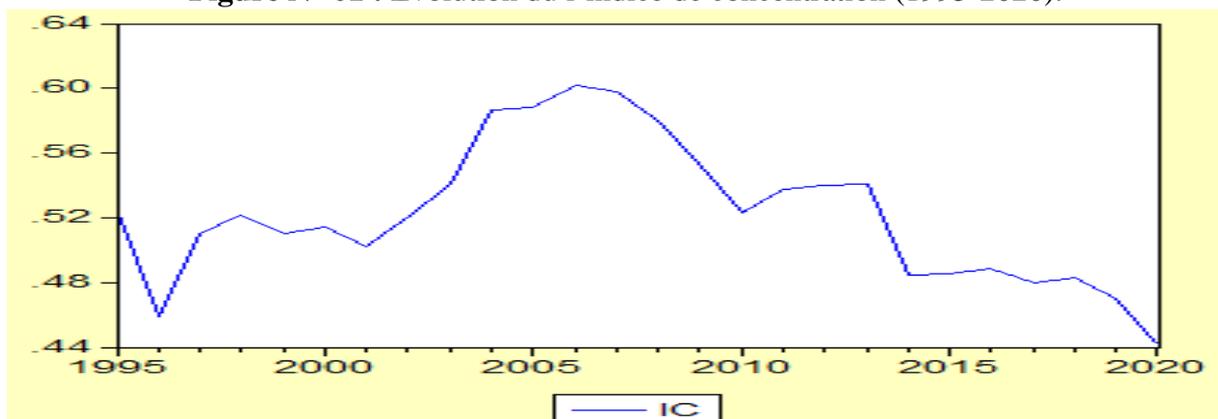
2.2. Présentation des variables

Nous avons d'une part, une variable à expliquer et d'autre part, cinq variables explicatives.

A. La variable expliquée

La variable endogène du modèle est l'indice de concentration (CI), aussi appelé indice de Herfindahl- Hirschmann. Il a été normalisé afin d'obtenir des valeurs comprises entre 0 et 1. Cet indicateur n'est pas à proprement parler un indice de diversification mais, au contraire, un indice de concentration des exportations. Une valeur de l'indice proche de 100 indique que les exportations d'un pays sont très concentrées sur quelques produits. Au contraire, des valeurs proches de 0 reflètent une répartition plus homogène des parts entre les produits¹²².

Figure N° 01 : Evolution du l'indice de concentration (1995-2020).



Source : réalisé par nous même à base des données de la CNUCED (2022).sous Eviews4.

¹²⁰ QUATRARO.F, « Econométrie », M1 EFM-2010/2011, Université de Nice Sophia Antipolis, p.14.

¹²¹ Voir le site : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-605-x/2017001/article/54890-fra.htm>.

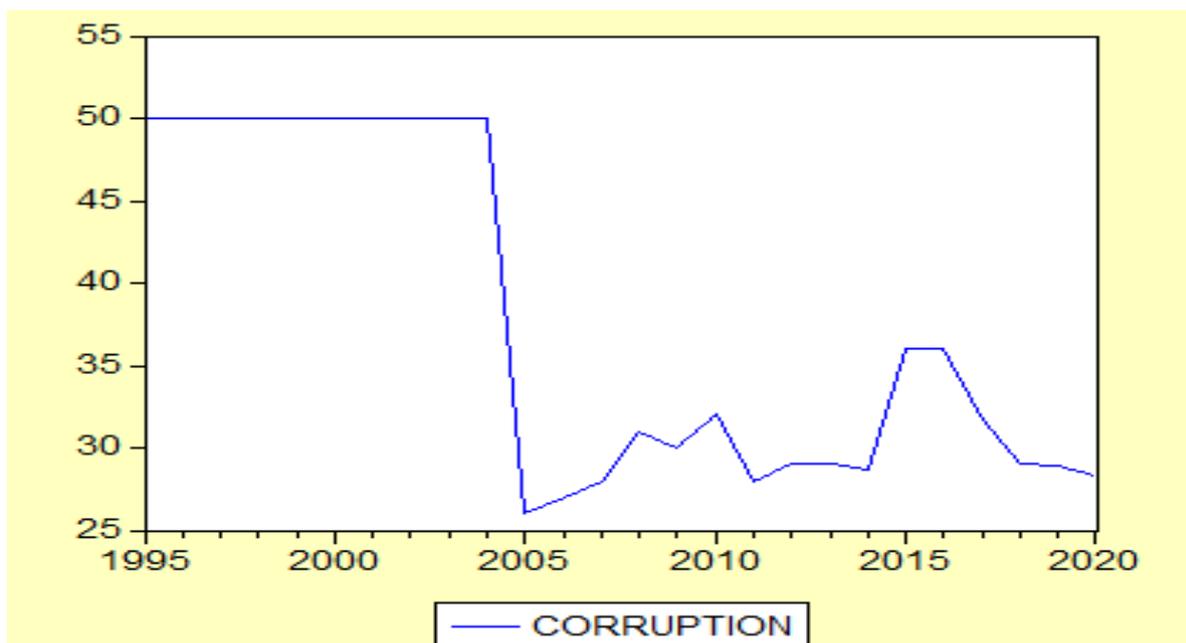
¹²² Heritage foundation sousEviews4, consulté le19/05/2022<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/ servlet/ BMT endance Stat Pays/?code Stat= HFI. MONNAIE & code Pays = DZA & code Theme=9>

La concentration des produits d'exportation de l'Algérie se mesure notamment avec l'indice de Herfindahl. Celui-ci montre qu'entre 1995 et 2001, l'indice a constamment été inférieur à 0.51. De 2002 à 2006, la concentration des produits a augmenté (la diversification a diminué). L'indice a atteint des niveaux élevés en 2006 car la part des hydrocarbures dans les exportations totales était à son niveau le plus élevé en raison des prix élevés du pétrole. De 2007 à 2010, la concentration des produits a diminué (la diversification a augmenté) en raison de la baisse des exportations de pétrole suite au contre choc pétrolier (dû à la crise financière de 2008). L'indice a repris sa tendance haussière suite à l'envolée des prix de pétrole (2011-2014). Suite à la chute des prix de pétrole en 2014, l'indice de concentration a enregistré une diminution à moins de 0.45 (entre 2015 et 2020).

B. Les variables explicatives

1. Degré de liberté face à la corruption (noté par corruption)

Figure N°2 : Evolution du l'indice « Degré de liberté face à la corruption » (1995-2020).



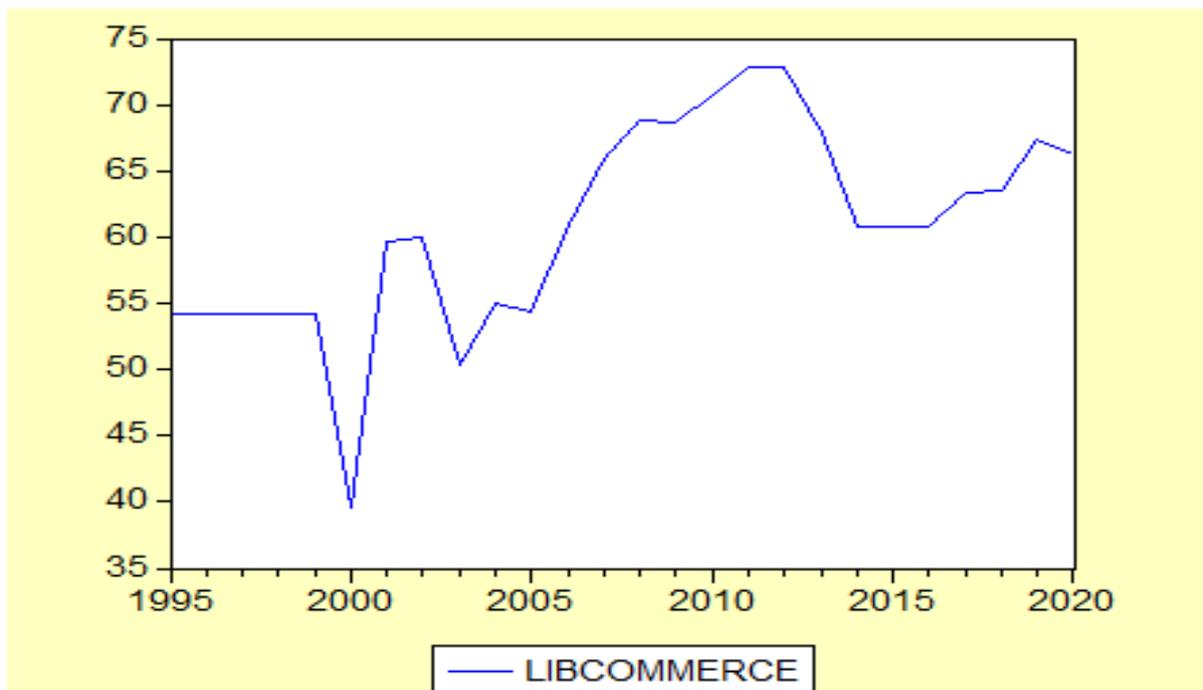
Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation (2022) sous Eviews.4 ; <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MONNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9> ; consulté le 19/05/2022

Un degré proche de 100 signifie que la corruption est faible ou qu'elle n'exerce pas une limitation sur la liberté individuelle et un degré proche de 0 signifie que la corruption est grande et qu'elle limite fortement la liberté des individus.¹²³

La figure n°02 suggère que la corruption a été pendant une longue période stable, l'indice est constamment inférieur à 50. De 1995 à 2004, il a enregistré une chute énorme en 2005 pour enregistrer la valeur la plus faible qui est de 26 (soit une chute de 48%), donc il y a une forte limite de la liberté des individus. En 2020, cet indice est estimé à 32,7.

2. Degré de liberté de commerce

Figure N°3: Evolution de l'indice de Degré de liberté de commerce(1995-2020).



Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sous E-views4, consultée le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MO NNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

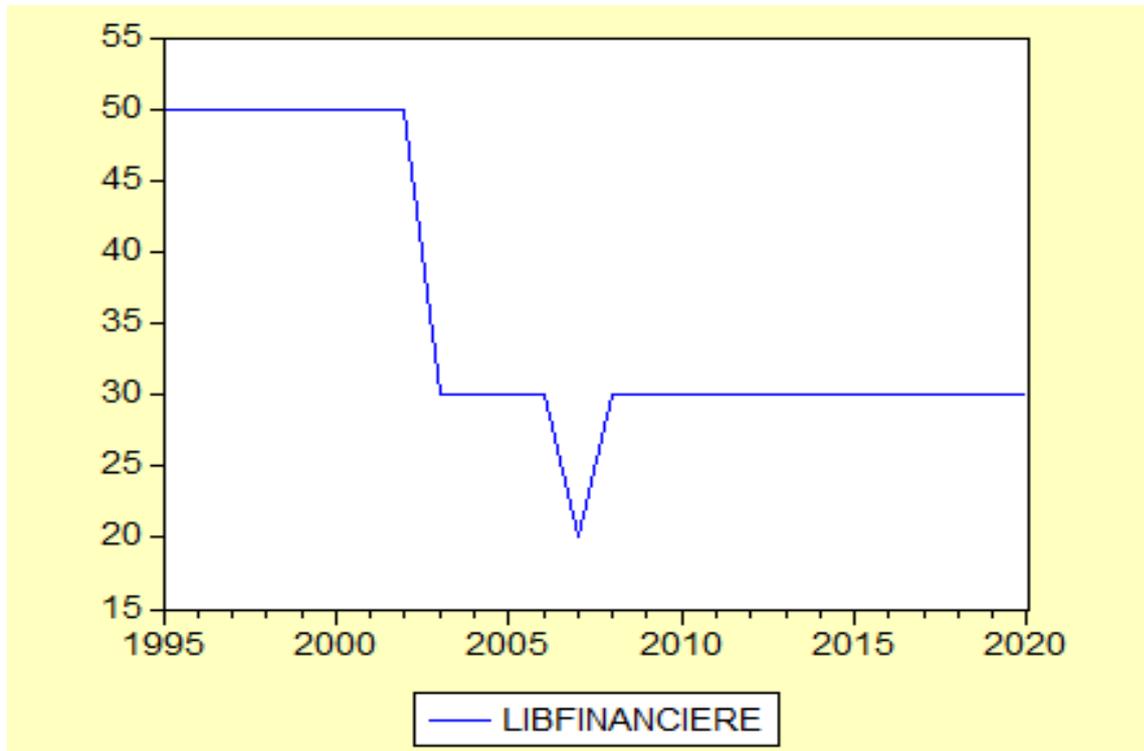
Un degré proche de 100 signifie que le commerce est facile, et sans beaucoup de limites législatives ou réglementaires, un degré proche de 0 signifie que la liberté commerciale est réduite. La figure n°03 suggère que la liberté commerciale est stable entre 1995 et 1999 ; la

¹²³Heritage fondation (2022) in [https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStat Pays/?code Stat=HFI.CORRUPTION & code Pays = DZA & code Theme =9](https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.CORRUPTION & code Pays = DZA & code Theme =9)

valeur de l'indice est estimée à 54, suivie d'une baisse de (29 %) en 2000 suite à de multiples limites législatives et réglementaires. Après, il s'est amélioré en 2001 grâce à des réformes réglementaires depuis cette période, il était à son niveau le plus élevé en 2010 et 2011 à 72.8.

3. Liberté financière

Figure N°4: Evolution du l'indice de liberté financière (1995-2020).

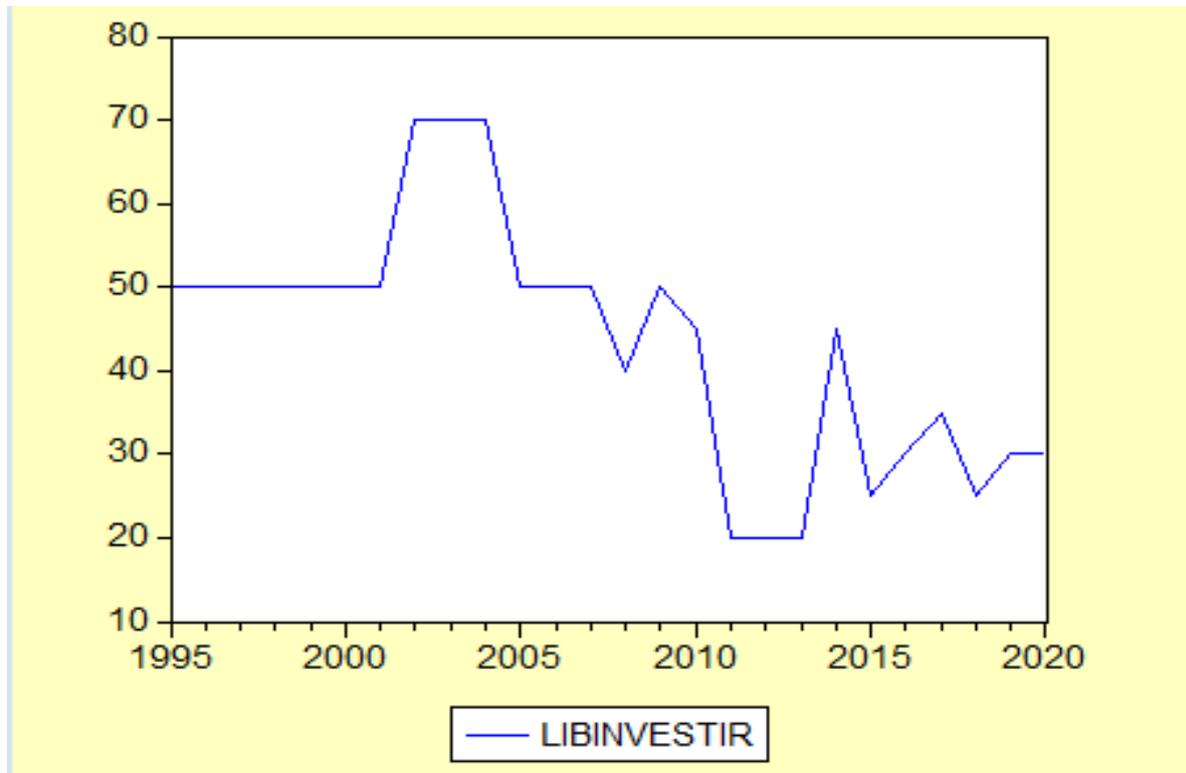


Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sous E-views4, consulté le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MO NNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

Un degré proche de 100 signifie que le gouvernement intervient peu dans le domaine financier : l'indépendance des banques est donc étendue. Les gouvernements se limitent alors à assurer le respect des contrats ou prévenir la fraude. La figure n°04 montre que la liberté financière est stable entre 1995 et 2002 (l'indice s'est stabilisé à 50), suivie d'une dégradation en 2003 et 2007, après il s'est stabilisé entre (2008 – 2020) à 30 donc le crédit est contrôlé par le gouvernement.

4. Liberté d'investir

Figure N°5 : Evolution du l'indice de liberté d'investir (1995-2020).

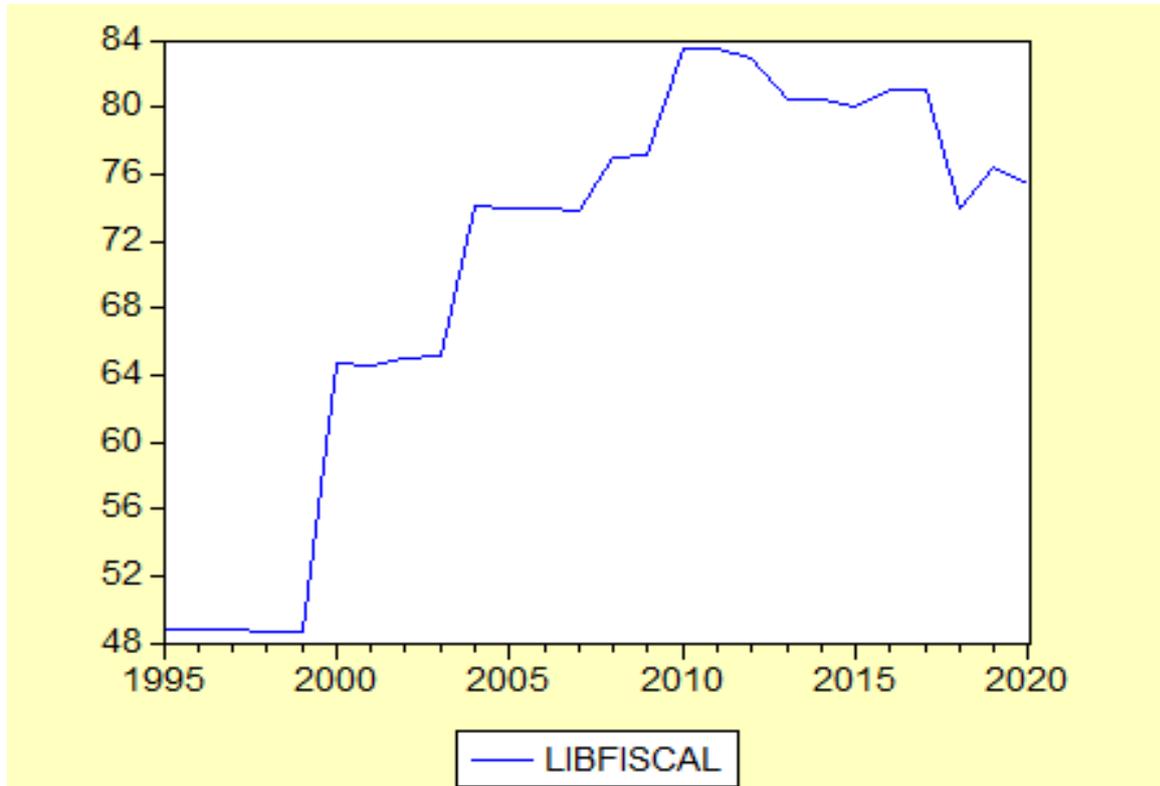


Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sousE-views4, consulté le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MO NNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

Un degré proche de 100 signifie que les investissements peuvent être faits avec peu de limites. La figure n°05 montre que la valeur de l'indice de liberté d'investir s'est stabilisée entre 1995 et 2001 à 50. Après il a connu d'une augmentation en 2002 à 2004, pour diminuer à partir de 2005 jusqu'à 2020, suite à des multiples contraintes frappant l'investissement étrangers ou domestiques, les limitations peuvent être financières, bureaucratiques...).

5. Liberté fiscal

Figure N°6 : Evolution du l'indice de liberté fiscal (1995-2020).

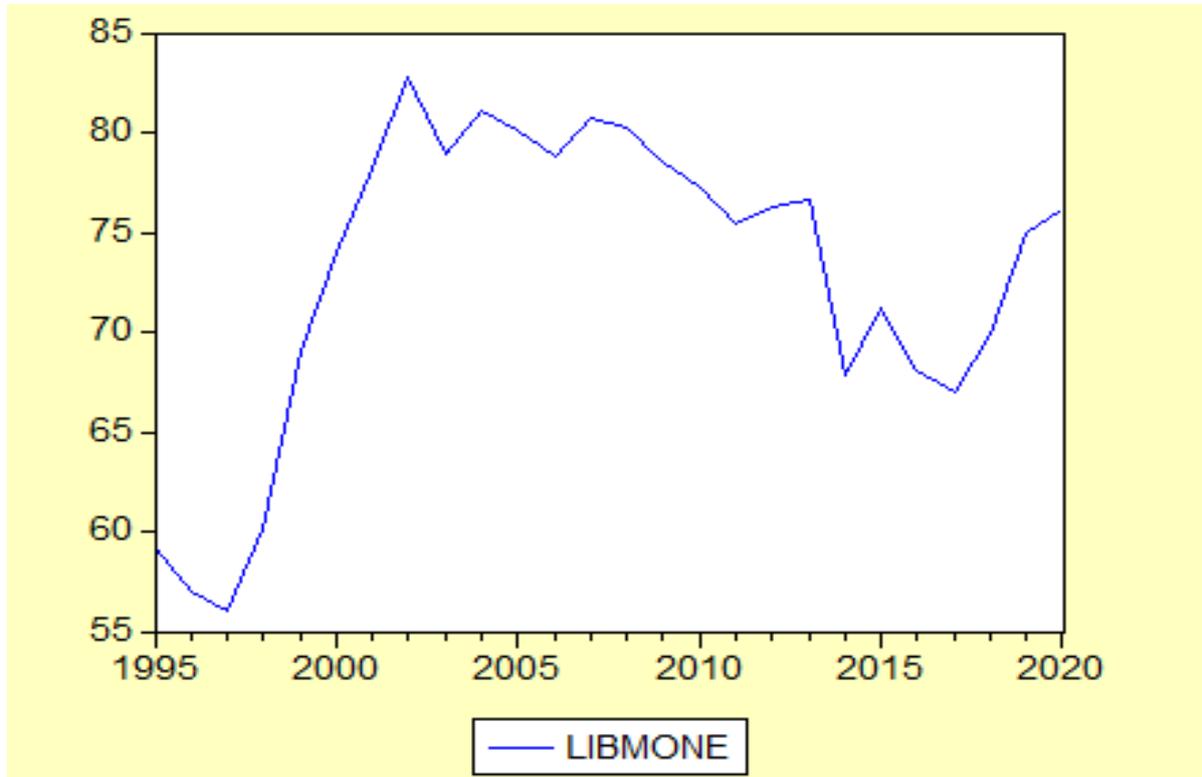


Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sousE-views4, consultée le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MONNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

Un degré proche de 100 signifie que le fardeau fiscal est faible : les individus et les entreprises ont peu d'impôts à payer, la figure n°06 montre que la liberté fiscale est stable entre 1995 et 1999, la valeur de l'indice est évaluée à 48.6. Cela signifie que la charge fiscale est grande, autant pour les entreprises que pour les particuliers. Après il a connu une amélioration en 2002, il était à son niveau le plus élevé en 2010 et 2011. Il a ensuite baissé, pour atteindre 75 en 2021.

6. Liberté monétaire

Figure N°7 : Evolution du l'indice de liberté monétaire (1995-2020).

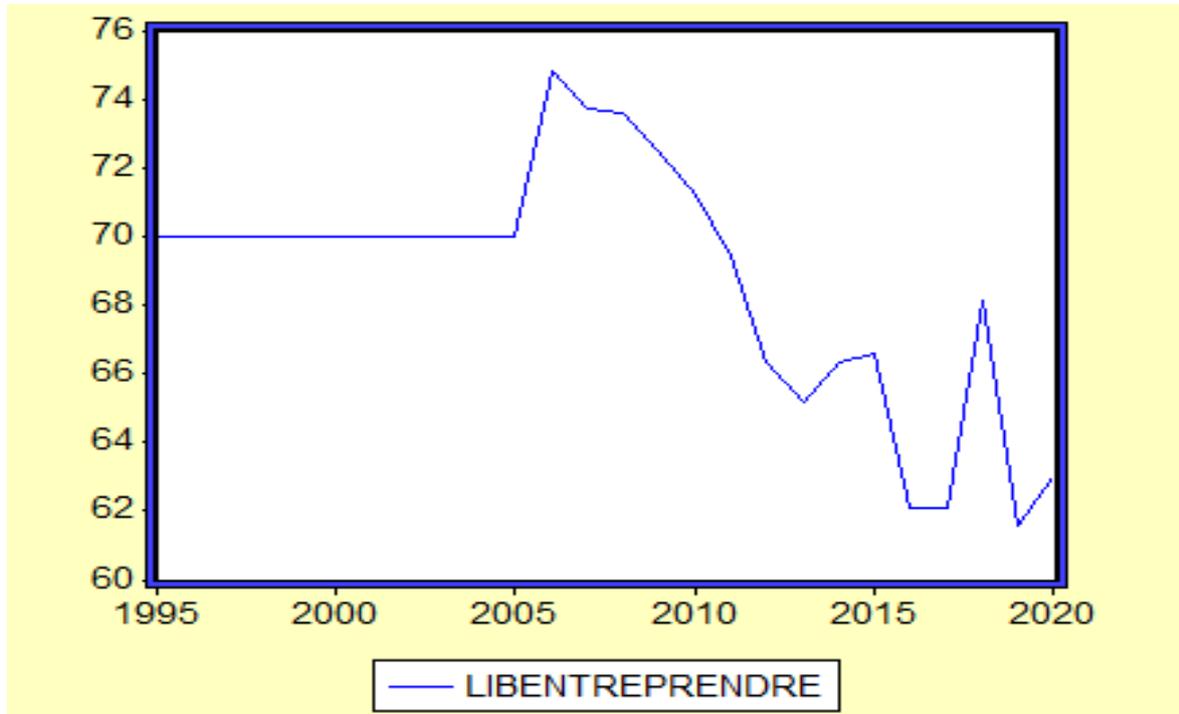


Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sousE-views4, consulté le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MO NNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

Un degré proche de 100 signifie que la monnaie n'est pas contrainte par une ingérence gouvernementale. Inversement, un degré proche de 0 signifie que les décideurs politiques contrôlent entièrement la monnaie en fonction de leurs objectifs. La figure n°08 suggère que la valeur de l'indice de liberté monétaire a diminué de l'année 1995 jusqu'à 1998 après il s'est amélioré de 1998 à 2008, pour enregistrer son plus haut niveau en 2008, il était à son niveau le plus élevé en 2004 à 81.

7. Liberté pour entreprendre

Figure N°8 : Evolution du l'indice de liberté d'entreprendre (1995-2020).

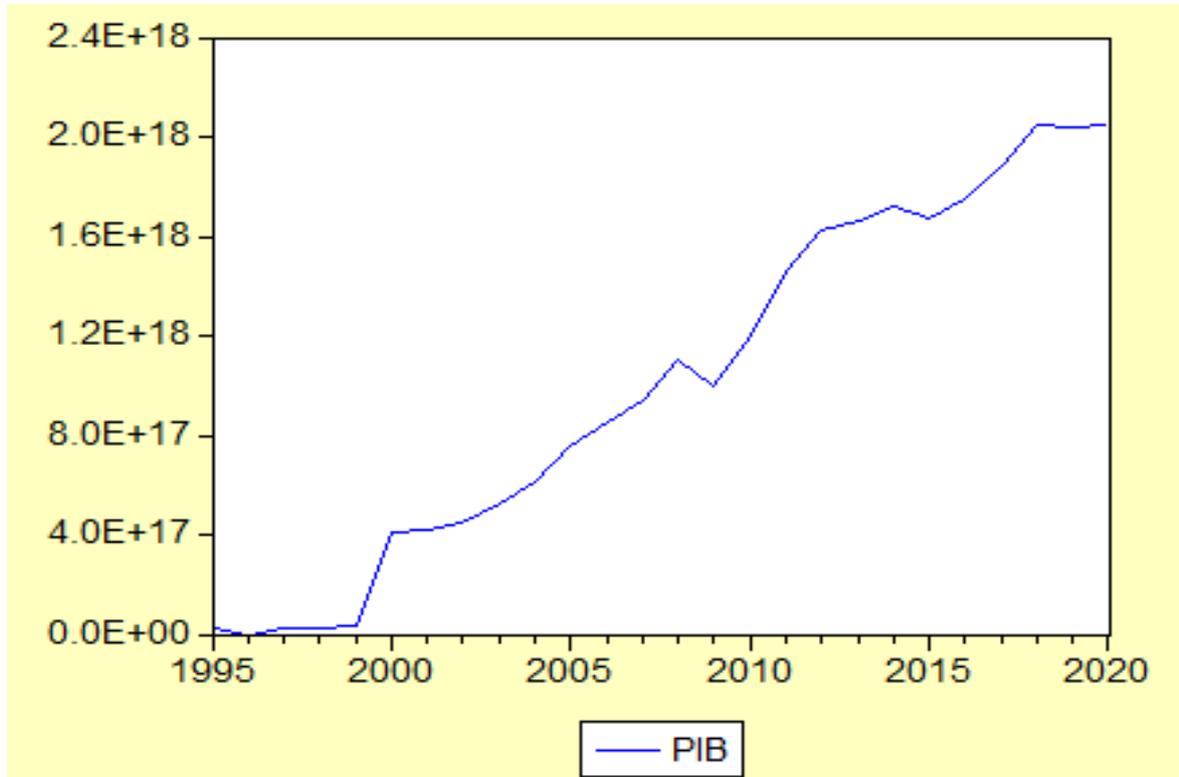


Source : réalisé par nous-mêmes à partir de la base de données Héritage fondation sousE-views4, consulté le 19/05/2022 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=HFI.MO.NNAIE&codePays=DZA&codeTheme=9>

C'est l'un des indices de la gouvernance qui nous permet de connaître le degré de liberté pour créer ou dissoudre une entreprise. Un degré proche de 100 signifie que les pays sont caractérisés par une grande liberté d'entreprendre la liberté pour les entreprises est grande : contraintes législatives ou réglementaires faibles pour démarrer une entreprise, obtenir des licences, La figure n°08 montre que l'indice de liberté d'entreprendre s'est stabilisée pendant 10 ans entre 1995 et 2005 à la valeur de 70, A partir de 2006, l'indice a enregistré une augmentation pour atteindre plus de 74 en 2009, À partir de 2010, l'indice a connu une diminution pour atteindre la valeur de 63 en 2021.

8. Produit intérieur brut

Figure N°09 : Evolution du produit intérieur brut (1995-2020).



Source : réalisé par nous même à base des données de la Banque Mondiale (2022). Sous Eviews9

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année, Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays ou la grandeur de sa richesse générée et il permet d'avoir une image très juste de la richesse d'un pays. La figure n°09 montre que l'évolution du PIB été pendant la période 1995 à 1999 presque stable, après il marque une croissance d'une année à une autre depuis 1999 jusqu'à 2020, surtout les années 2007 et 2008 Ceci est dû à la hausse des prix du pétrole durant cette période.

Section 03 : Estimation du modèle de régression multiple.

Les données dont nous disposons pour notre étude concernent la période allant de 1995 jusqu'en 2020. Toutes les données sont issues de la base de données Héritage fondation, la Banque mondiale et la CNUCED (2022).

3.1. Les résultats de la régression

Les résultats d'estimation sont exposés dans le tableau ci-dessus

Tableau n° 03

L'utilisation d'Eviews pour l'estimation de l'IC en Algérie a donné les résultats suivants :

Dépendent Variable : IC

Method : Least Squares

Date : 05/20/22 Time :20 :55

Sample: 1995 2020

Included observations : 26

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
			t	
CORRUPTION	-0.001202	0.001074	-1.118945	0.2787
LIBCOMMERCE	-0.000445	0.000871	-0.510834	0.6160
LIBFINANCIERE	-0.002925	0.001029	-2.843456	0.0112
LIBINVESTIR	-0.000751	0.000581	-1.293574	0.2131
LIBFISCAL	0.001293	0.001048	1.233245	0.2343
LIBMONE	0.001645	0.000918	1.792074	0.0909
LIBENTREPREND	0.001374	0.002446	0.561618	0.5817
RE				
PIB	-8.83E-20	2.38E-20	-3.709050	0.0017
C	0.515731	0.202893	2.541884	0.0211
R-squared	0.839312	Mean dependent var		0.522448
Adjusted R-squared	0.763694	S.D. dependent var		0.043479
S.E. of regression	0.021136	Akaike info criterion		-
				4.608294
Sum squared resid	0.007594	Schwarz criterion		-
				4.172799
Log likelihood	68.90782	F-statistic		11.09936
Durbin-Watson stat	2.303297	Prob(F-statistic)		0.000021

Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4.

Le coefficient de détermination (R^2) obtenu dans la régression montre que l'indice de concentration est expliqué à 84% par la combinaison linéaire des variables explicatives (CORRUPTION, LIBCOMR, LIBFINANCIERE, LIB INVESTIR, LIBFISCAL, LIBMONE, LIBENTREPRENDRE, PIB).

Les statistiques de Student (rapport de coefficient estimé sur son écart type) ne sont pas supérieures à la valeur tabulée (1,96) au seuil de 5% (sauf LIBFINANCIERE et PIB), ce qui veut dire que les coefficients associés aux variables sont significatifs.

3.2. Estimation de l'équation

La fonction s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} IC = & 0.5157314505 + (-0.001202282983) \text{CORRUPTION}_{1t} + \\ & (-0.0004448201504) \text{LIBCOMR}_{2t} + (-0.002924572338) \text{LIBFINANCIERE}_{3t} + \\ & (-0.0007514966973) \text{LIBINVESTIR}_{4t} + 0.001292795356 \text{LIBFISCAL}_{5t} + \\ & 0.001645450157 \text{LIBMONE}_{6t} + 0.001373697147 \text{LIBENTREPRENDRE}_{7t} + \\ & (-8.826222679 \times 10^{-20}) \text{PIB}_{8t} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

On a obtenu de l'estimation du modèle, toutes choses égales par ailleurs, que:

- ✚ **C=0.5157314505**, C'est la valeur autonome. Si toutes les variables égalent à 0 l'IC enregistra une augmentation de **0.5157314505** qui peut être expliqué par d'autre variable qui ne sont pas prises dans notre modèle.
- ✚ **C₁ = -0.001202282983**, c'est la valeur du coefficient du **CORRUPTION**. Une augmentation d'une unité du **CORRUPTION** engendre une diminution de l'indice de concentration de **-0.001202282983** c'est-à-dire une augmentation de la diversification.
- ✚ **C₂ = -0.0004448201504**. Une augmentation d'une unité du **LIBCOMRCIALE** engendre une diminution de **-0.0004448201504** de 'IC c'est-à-dire une augmentation de la diversification.
- ✚ **C₃ = -0.002924572338**. Une augmentation d'une unité de **LIBFINANCIERE** entraîne une diminution de **-0.002924572338** de l'IC c'est-à-dire une augmentation de la diversification.

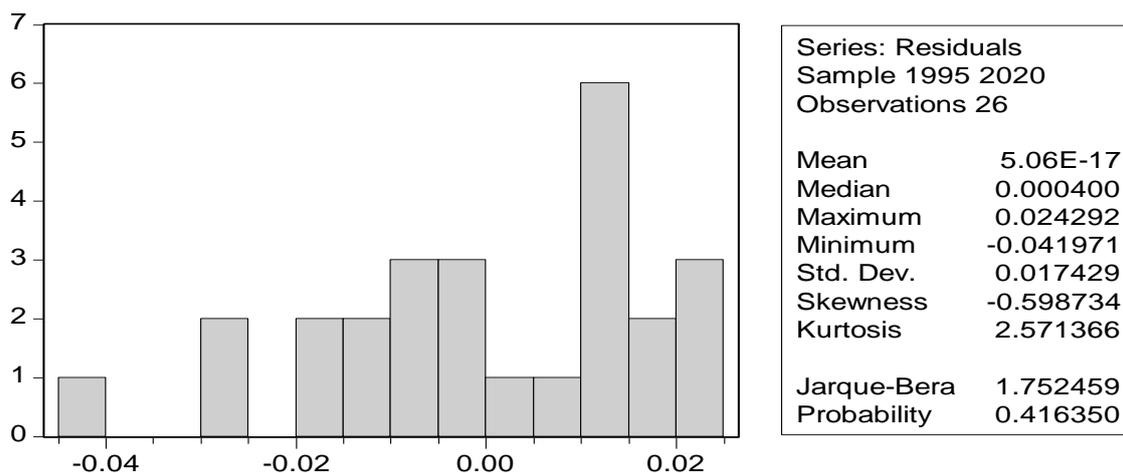
- ✚ $C_4 = -0.0007514966973$. Une augmentation d'une unité de **LIBINVESTIR** engendre une diminution de -0.0007514966973 de l'IC c'est-à-dire une augmentation de la diversification.
- ✚ $C_5 = +0.001292795356$. Une augmentation d'une unité de **LIBFISCAL** engendre une augmentation de $+0.001292795356$ de l'IC ce qui est négative pour la diversification.
- ✚ $C_6 = +0.001645450157$. Une augmentation d'une unité de **LIBMONETAIRE** engendre une augmentation de 0.001645450157 de l'IC ce qui est négative pour la diversification.
- ✚ $C_7 = +0.001373697147$. Une augmentation d'une unité de **LIBENTREPRENDRE** engendre une augmentation de 0.001373697147 de l'IC ce qui est négative pour la diversification.
- ✚ $C_8 = -8.826222679e-20$. Une augmentation d'une unité de **PIB** engendre une diminution de $-8.826222679e-20$ de l'IC c'est-à-dire une augmentation de la diversification.

3.3. Les tests de validation des résultats

A. Le test de normalité des résidus :

La figure suivante représente les résultats obtenus du test de normalité des variables

Figure N°10 : Test de normalité des résidus



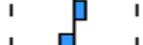
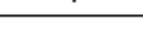
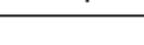
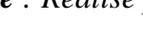
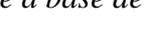
Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4.

La probabilité est égale à 0.4163 supérieure 0.05. On accepte H_0 : les résidus suivent une loi normale.

B. Teste de Durban- Watson Stat

Figure N°11 : Test de normalité des résidus

Date: 05/20/22 Time: 21:32
Sample: 1995 2020
Included observations: 26

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1 -0.077	-0.077	0.1719	0.678
		2 0.075	0.069	0.3418	0.843
		3 -0.092	-0.082	0.6092	0.894
		4 -0.177	-0.198	1.6498	0.800
		5 -0.017	-0.035	1.6603	0.894
		6 -0.036	-0.022	1.7079	0.945
		7 0.016	-0.021	1.7179	0.974
		8 0.120	0.088	2.2983	0.970
		9 -0.111	-0.115	2.8218	0.971
		10 0.067	0.024	3.0288	0.981
		11 -0.111	-0.075	3.6262	0.980
		12 0.008	0.002	3.6296	0.989

Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4

Le corrélogramme de la série des résidus nous laisse présager qu'elle est stationnaire, puisque les termes de l'autocorrélation n'ont pas de structure particulière, donc l'hypothèse nulle de bruit blanc acceptée.

Après avoir estimé les variables non significatives, nous avons réestimé le modèle en considérant uniquement les variables qui sont statistiquement significatives (c'est-à-dire le PIB et LA LIBERTE FINANCIERE).

3.4. Les résultats de la régression

Les résultats d'estimation sont exposés dans le tableau ci-dessus :

Tableau N° 04 : L'utilisation d'Eviews pour l'estimation de l'IC en Algérie a donné les résultats suivants :

Dependent Variable : IC

Method : Least Squares

Date: 05/27/22 Time: 20:41

Sample: 1995 2020

Included observations : 26

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
		t		
PIB	-6.95E-20	1.11E-20	-6.276517	0.0000
LIBFINANCIERE	-0.005094	0.000807	-6.311841	0.0000
C	0.774983	0.038355	20.20550	0.0000
R-squared	0.663066	Mean dependent var	0.522448	
Adjusted R-squared	0.633767	S.D. dependent var	0.043479	
S.E. of regression	0.026312	Akaike info criterion	-	4.329411
Sum squared resid	0.015923	Schwarz criterion	-	4.184246
Log likelihood	59.28234	F-statistic	22.63131	
Durbin-Watson stat	1.812703	Prob(F-statistic)	0.000004	

Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4.

Le coefficient de détermination (R^2) obtenu dans la régression montre que l'indice de concentration est expliqué à 66% par la combinaison linéaire des variables explicatives (LIBFINANCIERE, PIB).

Les statistiques de Student (rapport de coefficient estimé sur son écart type) sont pas supérieures à la valeur tabulée (1,96) au seuil de 5% (LIBFINANCIERE et PIB), ce qui veut dire que les coefficients associés aux variables sont significatifs.

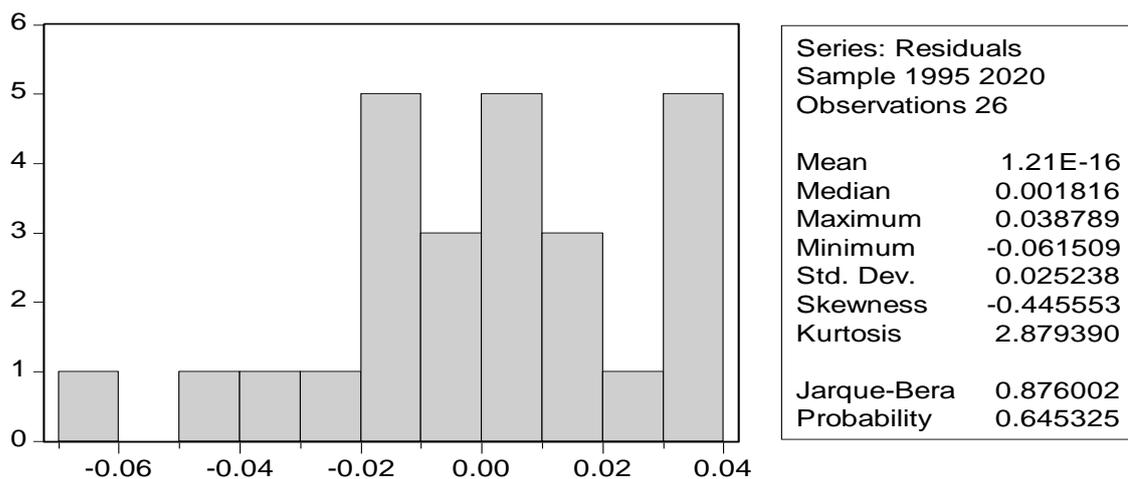
IC = 0.7749828019+ (-6.95278483e-20) PIB+(- 0.00509413961) LIBFINANCIERE.

- ✚ **C= 0.7749828019**, C'est la valeur autonome. Si toutes les variables égalent à 0 l'IC enregistra une augmentation de **0.7749828019** qui peut être expliqué par d'autre variable qui ne sont pas prises dans notre modèle.
- ✚ **C₁ = -6.95278483e-20**, c'est la valeur du coefficient du **PIB**. Une augmentation d'une unité du **PIB** engendre une diminution de dû l'indice de concentration de **-6.95278483e-20** c'est-à-dire une augmentation de la diversification.
- ✚ **C₂=- 0.00509413961** Une augmentation d'une unité du **LIB FINANCIERE** engendre une diminution de **- 0.00509413961** de 'IC c'est-à-dire une augmentation de la diversification.

✚ 3.5. Les tests de validation des résultats

✚ A. Le test de normalité des résidus :

Figure N°12 : Test de normalité des résidus



Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4

D'après la figure N°13, la probabilité de la statistique de Jarque-Bera fournie par Eviews est égale à 0.6453, elle est supérieure 0.05, On accepte H₀ : les résidus suivent une loi normale.

Tableau N° 05: Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.038703	Probabilité	0.962105
Obs*R-squared	0.095484	Probabilité	0.953380

Source : Réalisé par nous même à base de la donnée Héritage fondations du sous E-views 4

La probabilité de l'Obs*R-squared est égale à $0.95 > 0.05$ on accepte le $H_0=0$. Ce qui signifie que les résidus ne sont pas auto-corrélés. Cette absence d'autocorrélation des erreurs est une hypothèse stochastique pour l'application de la méthode des MCO. Cette condition exige que les termes d'erreurs ne soient pas corrélés entre eux, ce qui permet à la méthode des MCO d'être efficace.

Au terme de cette section, le résultat de l'estimation des déterminants de l'indice de concentration des exportations nous a confirmé que le PIB, LA LIBERTE FINANCIERE, sont significatifs dans l'explication de la diversification.

Conformément à la théorie, le PIB, LA LIBERTE FINANCIERE ont un effet négatif sur la concentration, c'est-à-dire un effet positif sur la diversification.

Conclusion

Ce chapitre est consacré à la présentation des différentes institutions chargées de la promotion des exportations en Algérie et l'analyse économétrique de l'estimation de l'impact de la qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie.

A cette fin, un modèle empirique a été établi et huit (08) variables explicatives qu'on a choisi pour estimer leurs effets sur l'indice de concentration comme suit : PIB, l'indice de liberté financière, l'indice de liberté commerciale, l'indice de liberté à investir, l'indice de liberté fiscale, l'indice de liberté monétaire, l'indice de liberté pour entreprendre, et l'indice de liberté face à la corruption.

Au regard des résultats obtenus à l'issue de la modélisation de régression multiple basée sur des données annuelles durant la période 1995-2020, l'existence du lien entre les indicateurs institutionnels (degré de liberté financière) et la concentration de produit en Algérie est confirmée. Ces résultats obtenus sont compatibles avec la réalité économique.

Les résultats obtenus montrent que les variables PIB et la liberté financière affectent positivement la diversification des exportations en Algérie.

Conclusion générale

L'économie des institutions présente une évolution de la science économique vers plus de réalisme. Tout au long de notre travail, nous avons essayé de vérifier l'existence d'un lien entre la qualité des institutions et la diversification des exportations en Algérie en mettant l'accent sur l'étude empirique couvrant la période (1995- 2020).

Après avoir défini le concept des institutions comme étant des contraintes conçus par les humains, constituées de règles formelles des contraintes informelles, nous avons présentés les principaux indices de mesure de la qualité institutionnelle (l'indice globale due gouvernance, l'indice droit de propriété, l'indice contrôle du pouvoir exécutif...). Après l'analyse théorique sur les institutions, nous avons mis l'accent sur la relation entre les institutions sur le commerce. Le rôle des institutions dans la promotion du commerce est plus en plus évoqué.

Après avoir mobilisé les notions de bases et les aspects théoriques de la diversification, nous avons étudié les politiques de diversification. Dans un second temps, nous a défini le concept de la diversification comme étant l'élargissement de la gamme des produits fabriqués sans modifier nécessairement les niveaux de productivité. Selon certaines théories et les chercheurs économistes, la diversification des exportations pour les pays est le moteur de commerce, ainsi ils ont souligné l'importance de la diversification de la production pour arriver à la diversification des exportations. La revue de littérature, nous a permis de répertorier ses différentes typologies (horizontale, verticale, ainsi que les différents indices de mesure du degré de diversification (indice de herfindhal, indice de hirschman, et l'indice de hirschman normalisé).

D'un côté, l'Algérie demeure une économie dépendante de la rente pétrolière, et d'un autre coté la faiblesse des exportations hors-hydrocarbures constitue une entrave majeure à l'insertion du pays au commerce extérieur et pour atteindre cet objectif des différentes institutions chargées de la promotion ces exportations en Algérie à savoir :la CAGEX, ALGEX, CACI, FSPE, SAFEX, ANEXAL, Le couloir vert et le Dispositif bancaire de couverture de risque de change.

Par conséquent, nous avons procédé à une analyse économétrique de l'estimation de l'impact de la qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie qui nous a montré que le produit brut et la liberté financière sont les principaux facteurs explicatifs de la diversification des exportations.

Au regard des résultats obtenus à l'issue de la modélisation de régression multiple basé sur des données annuelles durant la période 1995-2020 dans un modèle empirique qui a été établi par nous même avec utilisations de plusieurs variables explicatives choisies pour estimer leurs effet sur l'indice de concentration à savoir :le PIB, l'indice la liberté financière, l'indice la liberté commerciale, l'indice la liberté à investir, l'indice la liberté fiscal, l'indice la liberté monétaire l'indice la liberté pour entreprendre , et l'indice liberté face à la corruption.

Enfin, cette étude de l'impact de la qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie, nous pouvons tirer quelques leçons. Nous tenons à souligner avec force la nécessité d'améliorer l'accompagnement à l'export des entreprises nationales. En voici les principales recommandations sont les suivantes :

- ❖ Après l'analyse des résultats de l'analyse graphique des variables de notre étude économétrique, nous a montré que l'état doit encourager et procéder à la réforme de certains secteurs à savoir le système fiscal et monétaire, à donner plus de liberté commerciale et financière et de créer un climat favorable pour l'investissement et d'entreprendre et installer des organismes efficace de la lutte contre la corruption, et cela pour atteindre l'objectif de la promotion et de la diversifications des exportations hors hydrocarbures en Algérie.
- ❖ Favoriser une approche collaborative de l'accompagnement à l'export des entreprises ; il convient aux accompagnateurs institutionnels de travailler en collaboration et de coordonner leurs activités de soutien.

Enfin, nous avons au vu des résultats de notre étude acquis la conviction que c'est avec un réel engagement de l'Etat et de ses institutions, en mettant en place des actions de promotion plus volontaristes que nos entreprises puissent intégrer l'activité de l'exportation dans leurs objectifs stratégiques, cela aiderait enfin la promotion diversification des exportations en Algérie.

Bibliographie

La Liste Bibliographique

Les Ouvrages

- Alain Desreumaux, « *Stratégie* », édition Dalloz, 1993, pp. 280-281.
- Ati Takarli, « les exportations hors hydrocarbures Algérienne », Paris, 2008, p. 7.
- CHANDLER Alfter. D, « stratégie et structure de l'entreprise », Corlet, Paris, 1989, p92.
- MARKOWITZ H cité Robert Cobbaut, « Théorie financière », 4^e édition, Economica, 1997, pp.214-216.
- Strategor « politique générale de l'entreprise » 3^e édition Dunod (2000) Paris.

Thèses & Mémoires

- Hassen Kobbia, Jude Eggohb « L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique » Université d'Orléans-France.
- LECTARD Pouline (2016) « les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeur globales : une application aux pays en développement » thèse de doctorat, université de Bordeaux, le 8 décembre 2016.
- OULARBI S « Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement, Le rôle de l'Etat dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France ». Université Alger 3.

Les Articles & Revues

- Acemoglu, D., & Zilibotti, F. (1997). Was Promethee the usun bound by chance? Risk, diversification, and growth. *Journal Of Political Economy*, 105(4), 709-751.
- Amiti, M., & Venables, A.J. (2002). The geography of intra-industry trade. In *Frontiers of Research in Intra-Industry Trade* (pp. 87-106). Palgrave, London. Macmillan.
- Anderson, J. E., & Marcouiller, D. (1999). Trade, insecurity, and home bias: An empirical investigation. *NBER Working Paper 7000*. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

- Anderson, J.E., Marcouiller, D., 2002. Insecurity and the pattern of trade: An empirical investigation, *The Review of Economics and Statistics* 84 (2).
- Bartz, C. (2010). *Export diversification and growth in Sub-Saharan Africa*. Master's thesis, Department of Economics, University of Amsterdam.
- Bazzoli, Laure, and Véronique Dutraive. (2004). "La conception institutionnaliste du marché comme construction sociale : une économie politique des institutions."
- Béland, Daniel. (2002). "Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique." *Politique et sociétés*.
- Berthélemy J.C (2005) « *Commerce international et diversification économique* », *Revue d'économie politique* 5/2005 (Vol. 115)
- Bertinelli L., Heinen, A., & Strobl, E. (2009). *Export diversification and price uncertainty in developing countries: An export folio theory approach*. (Working Paper).
- Bojnec, S., & Fertő, I. (2009). The institutional determinants of bilateral agricultural and food trade. *Applied Studies in Agribusiness and Commerce*, 3(3–4), 53–57.
- Boyer, Robert. (2003). "Les institutions dans la théorie de la régulation." *Cahiers d'économie politique/Papers in Political Economy* 1.
- Brahim GUENDOUZI, « L'information commerciale, facteur de promotion du commerce extérieur », *Papier de Recherche*, Université de T P.7.
- Cadot, O., Carrère, C., & Strauss-Kahn, V. (2011). Export diversification: What's behind the hump? *Review of Economics and Statistics*, 93(2),590-605.
- Campi, M., Duenas, (2017). Diversification, economies of scope, and exports growth of Chinese firms. *Economies of Scope, and Exports Growth of Chinese Firms (December 22, 2017)*.
- Clausen, Bianca, Aart Kraay and Zsolt Nyiri, (2010). Corruption and Confidence in Public Institutions: Evidence from a Global Survey. World Bank Policy Research Department Working, p. Paper No. 5157.

- De Groot, H. L. F., Linders, G. J., Rietveld, P., & Subramanian, U. (2004). The institutional determinants of bilateral trade patterns. *Kyklos*, 57, 103–124.
- De Mendonça, T. G., Lirio, V. S., Braga, M. J., & da Silva, O. M. (2014). Institutions and bilateral agricultural trade. *Procedia Economics and Finance*, 14, 164–172.
- De Sousa, J., Disdier, A.-C., 2006. La qualité du cadre juridique constitue-t-elle une barrière au commerce ? Diversification et sophistication comme levier de la transformation disponible.
- EDISON, H. (2003, juin). Qualité des institutions et résultats économiques Finances & Développement, p. 36.
- Elbadawi I, 2002. Real exchange rate policy and non-traditional exports in developing countries, dans Helleiner, G.K. (éd.), *Non-Traditional Export Promotion in Africa: Experiences and Issues*, Palgrave, New York.
- Francois, J., & Manchin, M. (2013). Institutions, infrastructure, and trade. *World Development*, 46, 165–175.
- François Ngangoue, Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale, revue congolaise de gestion, 2016/numéro 21-22/ page 45 à 87.
- Garner, Guillaume. (2009). "Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne." Revue de l'IFHA. Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne.
- Geoffrey-M.Hodgson, the evolution of institutions : An agenda for future research, 2002 Constitutional Political Economy, Netherlands, p113 .
- Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallab « Jallab « D'une diversification spontanée à une diversification organisée » revue économique 2009/1 Vol.60 pages 133 à 155.
- Héline H, « économétrie » dans la revue HAL-archive 2002, P 18_P 20.
- Imbs, J., & Wacziarg, R. (2003). Stages of diversification. *American Economic Review*, 93(1), 63-86.

• Jean-Claude Berthélemy « Commerce international et diversification économique » revue d'économie politique 2005/5 Vol.115 pages 591 à 611.

• JOURNAL OF ECONOMIC ISSUES Vol. XL No. 1 March 2006; P 1 Disponible sur: <http://hecchi.economia.unimi.it/corsi/whatareinstitutions.pdf> .

• Krugman, P., & Venables, A. J. (1990). *Integration and the competitiveness of peripheral industry* (CEPR Discussion Paper No.363). Unity with diversity in the European Community, 56-77.

• Langlois, Richard, ed. (1986). *Economics as a process: Essays in the new institutional economics*. CUP Archive.

• Leff, N., 1964. Economic development through bureaucratic corruption, *The American Behavioural Scientist* 8 (2), 8-14.

• LOUITRI, Recherche sur la diversification par croissance externe dans les groupes industriels, éducation, Paris, 2005, p75

• Martínez- Zarzoso, I., & Márquez-Ramos, L. (2018). Exports and governance: Is the Middle East and North Africa region different? *The World Economy*, 42(1), 143–174.

• Mauro, P., 1995. Corruption and growth, *Quarterly Journal of Economics* 110 (3), 681-712.

• Melitz, M. J. (2003), the impact of trade on intra-industry real locations and aggregate industry productivity. *Econometrica*, 71(6), 1695–725.

• Méon, P.-G., Sekkat, K., 2004. Does the quality of institutions limit the MENA's integration in the world economy? *World Economy* 27 (9), 1475-1498.

• Méon, P. G., & Sekkat, K. (2008). Institutional quality and trade: Which institutions? Which trade? *Economic Inquiry*, 46(2), 227–240.

• Morel, S. (2008). "Une approche économique alternative à la vision dominante : l'institutionnalisme de John R. Commons." Cahier d'autoformation destiné aux militantes des groupes de femmes, Montréal, Relais-Femmes.

• North D.C. : « Economic performance through time, the American Economic », Review, Vol.84, No.3, En 1997, l'enquête a été effectuée auprès de plus de 3000 dirigeants répartis sur 58 pays (Anderson et Marcouiller, 2002).

• PATERNE NDJAMBOU « diversification économique territoriale » : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, condition et perspectives.

• Piñeres, S., & Ferrantino, M. (1997). Export diversification and structural dynamic in the growth process: A case study of Chile. *Journal of Development Economics*, 52(2), 375–391.

• Postel, Nicolas. "Bernard Chavance, (2007). L'économie institutionnelle, La Découverte, Repères, Paris, 2007, 120 pages." *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs.*

• QUATRARO.F, « *Econométrie* », M1 EFM-2010/2011, Université de Nice Sophia Antipolis, p.14.

• *Revue économique* – vol. 60, N° 1, janvier 2009, p. 133-156.

• *Revue Tiers Monde*, t. XXXIX, n° 155, juillet-septembre 1998.

• Ricco Rakotomalala, *Econométrie, La régression linéaire simple et multiple*, Université Lumière Lyon 2, Version 1.1, p95.

• SEGHIER. M, AIT HABOUCHE. O, Publié le :18/11/2020, Etude analytique des indicateurs de la qualité des institutions comme déterminants de l'attractivité des IDE dans la *Revue des Sciences Economiques, de Gestion et Sciences Commerciales*, Volume : 31 / N° : 02 (2020), p 208- 224, Publié le :18/11/2020.

• Ssemogerere, G. N., & Kasekende, L.A. (1994). Constraints to the development and diversification of nontraditional exports Uganda, 1981-90 (African Economic Research Consortium Research Paper 28).

• القادر، ع. (2007). مؤشرات قياس المؤسسات، الكويت: جسر التنمية، المعهد العربي للتخطيط .

Les Rapports

- L'Exécutive Opinion Survey est le fondement du *Global Competitiveness Report* publié chaque année par une Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2003) ou encore ceux produits par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement.
- ECOtechnics, « Diagnostic sur les exportations hors hydrocarbures », étude réalisée par ECO technics pour ANEXAL, financée par NAED (SFI). Rapport final de la première phase février 2004, p. 20.
- Fond monétaire international (2006) Washington DC Assurer la croissance à long terme et la stabilité macroéconomique dans les pays à faible revenu : Rôle de la transformation structurelle et de la diversification, p10.
- Nations Unies (2018) Diversification et création de valeur ajoutée, conférence sur le commerce et le développement, P15.
- République Algérienne Démocratique et Populaire Ministère du Commerce : « les exportations hors hydrocarbures algériennes », 2008.
- World Bank. (Mars 2020). World Bank, governance indicators. Récupéré sur World Bank, governance indicators.

Les Lois

- Arrêté interministériel entre ministre du commerce et de la promotion des exportations et ministre des finances publié au Journal Officiel no 57 selon la loi des finances 1996.
- Instruction du Ministre de commerce n°22/94 du 12/04/1994.
- Instruction du Ministre de commerce n°07/2002 du 6/12/2004.
- Articles 174 à 185 du code des douanes.
- Ministère du commerce, Direction de la promotion des exportations, « recueil relatif aux avantages et Facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures », avril 2007, p6.

Les Sites Internet

- <https://www.minicommerce.gov.dz>.
- www.cairn.info/la-diversification .
- www.algex.dz .
- www.bank-of-algeria.dz.
- www.cagex.dz.
- www.safex-algerie.com.
- www.exportateur-algerie.org.
- www.heritage.org/index .
- <https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/diversification-economique/>
- <https://www.ionos.fr/startupguide/productivite/matrice-ansoff>.
- <https://www.anexal.dz/> .
- <https://www.commerce.gov.dz>.
- <http://www.algex.dz/>.
- [https://competitivite.ferdi.fr/indicateurs/credit du-pib](https://competitivite.ferdi.fr/indicateurs/credit-du-pib).

Liste des tableaux

Tableau N° 01. Synthèse des travaux empiriques portant sur la qualité institutionnelle et le commerce international.....	21
Tableau N° 02 : Typologie d'Ansoff.....	27
Tableau N° 03 : Les résultats de la régression.....	72
Tableau N° 04 : L'utilisation d'Eviews pour l'estimation de l'IC en Algérie.....	76
Tableau N° 05 : Breusch-Godfrey Serial Correlation.....	78

Liste des figures

Figure N° 01 : Evolution du l'indice de concentration (1995-2020).....	63
Figure N° 02 : Evolution du l'indice « Degré de liberté face à la corruption » (1995-2020).....	64
Figure N° 03 : Evolution du l'indice de Degré de liberté de commerce (1995-2020)...	65
Figure N° 04 : Evolution du l'indice de liberté financière (1995-2020).....	66
Figure N° 05 : Evolution du l'indice de liberté d'investir (1995-2020).....	67
Figure N° 06 : Evolution du l'indice de liberté fiscal (1995-2020).....	68
Figure N° 07 : Evolution du l'indice de liberté monétaire (1995-2020).....	69
Figure N° 08 : Evolution du l'indice de liberté d'entreprendre (1995-2020).....	70
Figure N° 09 : Evolution du produit intérieur brut (1995-2020).....	71
Figure N° 10 : Test de normalité des résidus(1995-2020).....	74
Figure N° 11 : Test de normalité des résidus(1995-2020).....	75
Figure N° 12 : Test de normalité des résidus(1995-2020).....	77

Tables des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicace

Liste des Abréviations

Introduction générale 1

Chapitre I: Cadre Théorique de la relation entre les institutions et le commerce

Introduction 4

Section 01 : Approche théorique sur les institutions 4

1. Définition et typologie des Institutions 4

1.1. Définition des institutions 4

1.2 Typologie des Institutions 5

1. 2.1. Institution formelle 5

1.2.2. Les institutions informelles 6

1.3. Les théories traditionnelles de l'économie institutionnelle 6

1.3.1. L'école historique allemande 7

1.3.2. L'institutionnalisme américain 7

1.3. 3. Théorie de la régulation et formes institutionnelles 8

1.4. Emergence et évolution de la nouvelle économie institutionnelle 9

Section 02 : Indicateurs de la qualité des institutions 11

1. Définition et typologie des indicateurs de la qualité des institutions 11

1.1 Définition 11

2. Indicateurs de la qualité des institutions 11

2.1. L'indice global de gouvernance : 12

2.2 L'indice des droits de propriété : 13

2.3 Le contrôle du pouvoir exécutif : 13

3. Les indicateurs économiques mesurant la qualité institutionnelle : 13

4. Mesures de la qualité institutionnelle politique 15

5. Les dimensions des indicateurs de gouvernance 16

Section 03 : Institutions et commerce international 16

3.1 Effet des institutions sur le commerce 16

3.2 Les preuves empiriques 18

3.2.1 La relation positive entre institution et commerce 18

3.2.2 La relation entre corruption et commerce : Résultats ambigus 19

3.2.3 La similarité des institutions et le commerce international	20
---	----

Chapitre II: Cadre Théorique et Conceptuel de la Diversification

Introduction :	23
Section 1 : Diversification des exportations : Définitions, Typologie et indicateurs de mesures.....	23
1.1 Différentes définitions de la diversification	24
1.2 Typologies et dimension de la diversification	26
1.2.1 Quelques typologies de la diversification	26
1.2.2 Les dimensions de la diversification.....	29
1.3 Les indices de mesure de la diversification	30
1.3.1. L'indice d'Ogive	30
1.3.2. L'indice de Hirschman.....	31
1.3.3. L'indice de Hirschman normalisé.....	31
1.3.4. Indice de Herfindahl	31
1.3.5. L'indice agrégatif de spécialisation	32
1.3.6. L'indice Theil.....	33
Section 2 : Fondements théoriques de la diversification.....	35
2.1. Modèles de commerce international.....	36
2.1.1. La nouvelle théorie du commerce international.....	36
2.1.2. Les théories de croissance endogène	36
2.3. La nouvelle théorie de l'économie géographique.....	37
Section 03 : Les déterminants de la diversification.....	39
3.1. Déterminants économiques.....	39
3.1.1. Le revenu	39
3.1.2. L'investissement direct étranger	40
3.1.3. L'ouverture commerciale.....	41
3.1.4. Inflation.....	42
3.2. Déterminants Institutionnels.....	42
3.2.1. Le capital humain.....	42
3.2.2 La stabilité politique	43
3.3. Déterminants géographiques	44
3.3.1. Les infrastructures.....	44
3.3.2. Les ressources naturelles.....	44

Conclusion.....	45
<i>Chapitre III: Etude économétrique de la relation qualité des institutions et diversification des exportations en Algérie</i>	
Introduction	46
Section 01 : La politique de promotion et de soutien à l'exportation en Algérie	46
1.1. Les organismes d'appui aux exportations hors hydrocarbures.....	47
1.1.1. La Compagnie Algérienne D'assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX)	47
1.1.2. L'Agence National de Promotion du Commerce Extérieure (ALGEX).....	48
1.1.3. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI).....	49
1.1.4. Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations hors hydrocarbures (FSPE)....	50
1.1.5. La Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX)	51
1.1.6. Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL).....	52
1.1.7. Le couloir vert.....	52
1.1.8. Dispositif bancaire de couverture de risque de change.....	53
1.2. Les principaux accords de l'Algérie dans le cadre de création de zones de libre échange	53
1.2.1. Les accords de l'Algérie avec l'union européenne	54
1.2.2. L'accords de libre-échange avec la Jordanie	54
1.2.3. L'adhésion à la Zone Arabe de Libre Echange (GZALE).....	54
1.2.4. Les autres accords commerciaux	54
1.3. Les facilitations des exportations hors hydrocarbures Algériennes	55
1.3.1. Les facilitations douanières à l'exportation	55
1.3.2. Les avantages fiscaux	57
1.3.3. Facilitations portuaires :.....	58
1.3.4 Les facilitations financières et bancaires	59
Section 02 : La présentation des variables d'étude et du modèle.....	60
2.1. Présentation du modèle de régression multiple	60
2.1.1 Définition de la régression linéaire multiple.....	60
2.1.2. Formulation - Hypothèses	60
2.1.3. Estimation des paramètres	61
2.1.4. Coefficient de détermination R ²	61
2.1.5. Les hypothèses du modèle	61
2.1.6. Les tests d'hypothèses.....	61

2.1.7. Méthodologie et choix des variables.....	63
2.2. Présentation des variables.....	63
Section 03 : Estimation du modèle de régression multiple.....	72
3.1. Les résultats de la régression.....	72
3.2. Estimation de l'équation.....	73
3.3. Les tests de validation des résultats.....	74
3.4. Les résultats de la régression.....	76
Conclusion.....	79
<i>Conclusion générale</i>	80
<i>Bibliographie</i>	
<i>Annexe</i>	
Résumé	

Annexe

Annexe 01 : La Base de données Algérie

Année	IC	PIB	LIB C	LIB F	LIB INV	CORRUPTION	LIB FISC	LIB MONT	LIB ENTR
1995	0.5229	1.9906 ^e +16	54.2	50	50	50	48.8	59.2	70
1996	0.4587	2.57 ^e +12	54.2	50	50	50	48.8	57	70
1997	0.5100	2.7802 ^e +16	54.2	50	50	50	48.8	56	70
1998	0.5213	2.8305e+16	54.2	50	50	50	48.6	60.1	70
1999	0.5106	3.2382e+16	54.2	50	50	50	48.7	69	70
2000	0.5147	4.12351e+17	39.6	50	50	50	64.7	74	70
2001	0.5020	4.22711e+17	59.6	50	50	50	64.6	78.2	70
2002	0.5197	4.52277e+17	60	50	70	50	65	82.8	70
2003	0.5409	5.25232e+17	50.4	30	70	50	65.2	78.9	70
2004	0.5862	6.14912e+17	55	30	70	50	74.1	81.1	70
2005	0.5884	7.56199e+17	54.4	30	50	26	73.9	80.1	70
2006	0.6018	8.50164e+17	61	30	50	27	73.9	78.8	74.8
2007	0.5977	9.35289e+17	66	20	50	28	73.8	80.7	73.7
2008	0.5801	1.10437e+18	68.8	30	40	31	77	80.2	73.6
2009	0,5536	9.96803e+17	68.8	30	50	30	77.8	78.6	72.5
2010	0.5229	1.19916e+18	70.7	30	45	32	83.5	77.2	71.2
2011	0.5380	1.45885e+18	72.8	30	20	28	83.5	75.4	69.4
2012	0.5398	1.62096e+18	72.8	30	20	29	82.9	76.3	66.3
2013	0.5408	1.66479e+18	67.8	30	20	29	80.4	76.6	65.2
2014	0.4846	1.72286e+18	60.8	30	45	28.7	80.5	67.8	66.3
2015	0.4852	1.67127e+18	60.8	30	25	36	80	71.2	66.6
2016	0.4889	1.75146e+18	60.8	30	30	36	81	68.1	62.1
2017	0.4795	1.88762e+18	63.3	30	35	31.7	81.1	67	62.1
2018	0.4828	2.04523e+18	63.5	30	25	29	74	69.9	68.1
2019	0.4705	2.04283e+18	67.4	30	30	28.9	76.4	74.9	61.6
2020	0.442	2.05283e+18	66.2	30	30	28.3	75.4	76.2	63

Source les données de l'Héritage fondation, la Banque Mondiale et la CNUCED

Résumé :

L'objectif de ce mémoire est d'analyser l'impact de la qualité des institutions sur la diversification des exportations en Algérie à l'aide d'un modèle de régression multiple appliqué sur les données annuelles, allant de 1995- 2020. Les résultats de l'estimation de l'indice de concentration des exportations en Algérie nous a confirmé que le PIB et la liberté financière sont statistiquement significatifs dans l'explication de la diversification des exportations, et les autres variables (à savoir : l'indice de liberté commerciale , l'indice de la liberté a investir, l'indice de la liberté monétaire ,l'indice de la liberté fiscal, l'indice de la liberté pour entreprendre et Degré de liberté face à la corruption) ne le sont pas.

Mots clés : Algérie, la qualité des institutions, diversification des exportations, indice de concentration,

Abstract:

The objective of this paper is to analyze the impact of the quality of institutions on the diversification of exports in Algeria using a multiple regression model applied on annual data, ranging from 1995- 2020. The results of the estimation of the export concentration index in Algeria confirmed that the GDP and the financial freedom are significant in the explanation of the diversification, and the other variables are not significant namely the index of commercial freedom, , the index of freedom to invest, the index of monetary freedom, the index of fiscal freedom, the index of freedom to undertake and degree of freedom from corruption.

Keywords : Algeria, institutional quality, export diversification, concentration index,

ملخص:

الهدف من هذه الأطروحة هو تحليل تأثير جودة المؤسسات على تنوع الصادرات في الجزائر باستخدام نموذج الانحدار المتعدد المطبق على البيانات السنوية، والتي تتراوح بين 1995-2020. لتقدير محددات مؤشر تركيز الصادرات في الجزائر. أكدت الجزائر لنا أن الناتج المحلي الإجمالي والحرية المالية مهمان في تفسير التنوع، والمتغيرات الأخرى ليست ذات دلالة، وهي مؤشر الحرية التجارية، ومؤشر حرية الاستثمار، ومؤشر الحرية النقدية، ومؤشر حرية الجباية. مؤشر حرية القيام، ودرجة التحرر من الفساد.

الكلمات المفتاحية: الجزائر، جودة المؤسسات، تنوع الصادرات، مؤشر التركيز.